



## Rapport de la 32<sup>ème</sup> réunion du Comité permanent de la CMS

Bonn, 8-9 novembre 2007

### Point 1 de l'ordre du jour : Remarques liminaires et introductions

1. Hilary Thompson (présidente, R-U) a ouvert la réunion et accueilli les délégués. Elle a invité Christiane Paulus (Allemagne) représentant le dépositaire et pays hôte à dire quelques mots. Mme Paulus a expliqué que Langer Eugen avait servi de bureaux aux membres du Parlement avant l'installation à Berlin du Bundestag et que le bâtiment était maintenant le centre du Campus de l'ONU à Bonn, auquel des installations de conférence importantes étaient sur le point d'être ajoutées.
2. Robert Hepworth (secrétaire exécutif) a exprimé sa satisfaction concernant le haut niveau de participation de membres et d'observateurs.

### Point 2 de l'ordre du jour : Adoption du Règlement intérieur, de l'ordre du jour et du calendrier, et élection du président et du vice-président

3. Le calendrier provisoire révisé (CMS/StC32/2/Rev.1) et l'ordre du jour ont été présentés. La présidente a sollicité des commentaires sur le projet de Règlement intérieur. Comme il n'y en avait pas eu, elle a déclaré que le Règlement intérieur était adopté. Elle a ensuite fait une déclaration au nom du R-U, à savoir qu'étant donné les modifications structurelles et en personnel au ministère britannique, il était de plus en plus difficile pour le R-U de consacrer le temps nécessaire à la présidence du Comité permanent. Réalisant que 2008 serait une année importante pour la CMS, avec la CDP9 prévue pour décembre, il avait été décidé qu'il serait préférable que le R-U quitte la présidence mais reste dans le Comité comme représentant l'Europe occidentale. Elle a remercié ses collègues membres du Comité et du Secrétariat pour tout le soutien qu'ils avaient prodigué depuis que le R-U avait occupé la présidence en 2002.
4. Le secrétaire exécutif a remercié le R-U de ses travaux en qualité de président sur une période de cinq ans et a respecté sa décision de quitter la présidence. Il a ensuite fait appel pour des nominations pour la nouvelle présidence. Le R-U a nommé l'Australie, ce qui a été appuyé par l'Allemagne. Il n'y a pas eu d'autres nominations, ainsi Andrew McNee représentant l'Australie a pris la présidence. Il a appelé des nominations pour la vice-présidence. L'Allemagne appuyée par le R-U a proposé l'Ukraine qui a été élue sans opposition.
5. Le président a alors sollicité des commentaires sur l'ordre du jour provisoire (Doc Stc32.1.rev1) qui a été adopté sans amendement.
6. L'Océanie a fait une déclaration liminaire soulignant que l'Australie était au milieu d'une campagne électorale et qu'elle avait donc un gouvernement intérimaire, lequel en vertu de la convention constitutionnelle n'était pas en mesure de prendre des engagements financiers ou politiques.
7. Le calendrier provisoire (CMS/StC/32/2/Rev.1) a également été adopté tel qu'il a été présenté à l'exception du point 9g (grippe aviaire) qui serait ravané, l'orateur devant quitter la réunion plus tôt.

### **Point 3 de l'ordre du jour : Adoption du rapport de la 31<sup>ème</sup> réunion**

8. Il n'y a pas eu de commentaires sur le rapport de la 31<sup>ème</sup> réunion du Comité permanent qui a donc été adopté.

### **Point 4 de l'ordre du jour : Rapport du Secrétariat**

9. Comme ce fut le cas à la 31<sup>ème</sup> réunion, le rapport du Secrétariat a fait état d'une série d'exposés de membres du personnel.

10. Le premier à prendre la parole a été le secrétaire exécutif qui, dans sa vue d'ensemble, a noté que le nombre de Parties avait franchi la barrière des 100, étant passé de 98 à l'époque de la dernière réunion du Comité permanent à 104 actuellement avec deux autres adhésions en perspective. Le nombre et l'étendue géographique et taxonomique des accords conclus au titre de la CMS ont aussi augmenté. Les progrès accomplis au cours d'octobre 2007 ont été particulièrement remarquables avec la conclusion d'un mini traité contraignant sur les gorilles et l'accord sur le texte de MdE non contraignants et de Plans d'action sur les petits cétacés et les lamantins d'Afrique de l'Ouest et sur les oiseaux de proie d'Afrique-Eurasie. Au cours du même mois, le MdE sur le phoque moine de l'Atlantique et celui sur le dugong avaient été signés et étaient déjà en vigueur. Plus tôt en août, un MdE avait été conclu en Amérique du Sud sur les oiseaux de prairie, le second instrument conclu pour des espèces exclusives à cette région. Les contributions volontaires et les donations atteignant le niveau record de 1,5 millions d'€ avaient rendu possible ces progrès. Le "Guide de la famille de la CMS", attendu depuis longtemps, était maintenant publié et serait lancé à l'heure du déjeuner. C'était une des nombreuses nouvelles publications faites au cours des 12 derniers mois. La CMS a continué de travailler avec des partenaires et un nouvel accord avait été conclu avec la Wildlife Conservation Society, tandis que les travaux se poursuivaient avec le WDCS et plusieurs autres organismes.

11. Le Conseil scientifique avait tenu sa plus grande réunion jamais organisée en mars 2007 avec plus de 80 participants incluant des observateurs des Etats-Unis, ce qui illustre les efforts accomplis par le Secrétariat pour faire participer l'administration des Etats-Unis. Un autre exemple était un colloque tenu à la Smithsonian Institution s'ajoutant à la participation des Etats-Unis à l'IOSEA.

12. L'Année du dauphin (YoD) a eu un remarquable impact mondial et a été prolongée en 2008. YoD a été considérée comme un modèle de partenariat réunissant la CMS, deux de ses Accords et des partenaires volontaires et du secteur privé (WDCS et TUI). Les entretiens WATCH avaient été intégrés aux événements de YoD et le MdE sur les petits cétacés et les lamantins de l'Atlantique serait un héritage durable de la campagne amenant le nombre d'Accords de la CMS sur les cétacés à quatre. La fusion du Secrétariat de la CMS avec celui d'ASCOBANS avait été un défi mais les avantages à long terme permettraient de surmonter les difficultés initiales.

13. Bien que l'Italie n'ait pas été en mesure de participer au Comité permanent, on s'était mis d'accord pour que l'Italie soit l'hôte de la prochaine CdP et le gouvernement italien avait promis une aide financière considérable. La CdP ainsi que le Conseil scientifique se réuniraient dans les locaux de la FAO à Rome à la fin de 2008.

14. Enfin, le secrétaire exécutif a souligné que trois membres du personnel de grade professionnel avaient quitté la CMS au cours des trois derniers mois et il a remercié le personnel restant qui avait vaillamment poursuivi sa tâche et permis de mener à bien avec succès le lourd programme de réunions et autres éléments du programme de travail décidés par les Parties.

15. Marco Barbieri (administrateur chargé des questions scientifiques et techniques) a fait un rapport sur les progrès accomplis dans le cas de résolutions récentes. La Résolution 8.22 sur les impacts humains envers les cétacés figurait séparément sur l'ordre du jour. La Résolution 8.13 sur les changements de climat et les espèces migratrices a été liée à un projet financé par le R-U qui a cherché à identifier les espèces indicatrices des changements climatiques. La Fondation britannique pour l'ornithologie dirigeait les travaux sur le terrain qui devaient se terminer en 2008, la CMS étant membre du comité directeur. Les réponses au questionnaire diffusé sur l'évaluation des impacts sur l'environnement (Résolution 7.2) ont été évaluées. Le taux de réponses n'avait pas été particulièrement élevé. Le Secrétariat avait travaillé avec l'ONG allemande, NABU, pour promouvoir les meilleures directives pratiques pour la construction des lignes électriques afin de réduire les risques d'électrocution des oiseaux.

16. Abordant la question de la réunion entre les sessions du Conseil scientifique, Marco Barbieri a remercié les gouvernements allemand et suédois pour leur soutien. Un rapport complet de la réunion serait fourni au point approprié de l'ordre du jour. Le Conseil avait adopté son propre plan d'application qui reflétait le Plan stratégique de la Convention. Les activités clés comportaient l'examen de la situation de toutes les espèces de l'Annexe I (le format du rapport avait été approuvé et le rapport lui-même serait présenté à CDP9) ; les conseillers nommés et les présidents des groupes taxonomiques en avaient pris la tête. Parmi les examens taxonomiques entrepris pour aider à identifier d'autres espèces à mettre sur la liste, il y avait un rapport sur les poissons chondrichthyens migrateurs effectué par Sarah Fowler de l'UICN et co-financé par le R-U et la CMS. Le rapport serait publié dans la Série technique et les travaux seraient poursuivis par la réunion des Seychelles sur les requins en décembre. Le mandat avait été décidé pour les examens des prises accidentelles et des obstacles à la migration, le financement ayant été indiqué par le R-U et éventuellement par l'Australie sur les prises accidentelles, ainsi que par Monaco sur les obstacles à la migration. L'Italie avait fourni un financement pour un rapport sur l'impact des espèces exotiques envahissantes envers les espèces migratrices.

17. Les travaux ayant trait aux espèces comportaient la préparation de Plans d'action pour espèce unique (SSAP) pour plusieurs espèces d'oiseaux inscrites sur les listes des Annexes de la CMS, à savoir : petite spatule, sterne de Bernstein et bécasseau spatule (en coopération avec la division asiatique de BirdLife International), le petit flamant (en coopération avec le groupe de spécialistes du flamant de Wetlands International/UICN-SSC), le crabier blanc et le râle à miroir avec un financement de l'Italie (en coopération avec BirdLife International). Les trois derniers SSAP avaient été préparés conjointement avec l'AEWA.

18. Des crédits limités n'ont pas permis de progresser davantage dans le Programme des petites subventions, ainsi peu de nouveaux projets ont été lancés. Cependant, des progrès ont été accomplis pour ce qui est des projets existants tels que la Stratégie nationale pour l'Indonésie et le Plan d'action sur le lamantin (conjointement avec le bureau du Programme des mers régionales du PNUE), une initiative majeure relative aux mammifères des terres arides d'Asie centrale avec le soutien technique du IRSNB et des travaux sur les tortues luth de l'Atlantique. Un projet sur les espèces d'oiseaux inscrites à l'Annexe I de la CMS de l'ancienne République yougoslave de Macédoine était sur le point de démarrer grâce à un financement des Pays-Bas.

19. La CMS avait apporté sa contribution à plusieurs conférences scientifiques. Le Secrétariat était représenté au Comité scientifique de la "Conférence Starlight 2007", initiative conduite par l'UNESCO sur les nuisances dues à la pollution provoquée par l'éclairage artificiel et a fait une allocution-programme à la conférence sur les conséquences écologiques de l'éclairage artificiel. Le Secrétariat faisait aussi partie du groupe de direction de la 3<sup>ème</sup> Conférence sur les tortues de la Méditerranée (Tunisie, 2008) avec les Conventions de Berne et de Barcelone et l'UICN. Les entretiens ouest-africains sur les cétacés et leurs habitats (WATCH) avaient été également une initiative majeure qui avait conduit à la négociation d'un projet de MdE sur la conservation des

lamantins d’Afrique de l’Ouest et des petits cétacés d’Afrique de l’Ouest et de la Macaronésie ainsi qu’à des plans d’action associés. Ceci avait été réalisé avec des financements provenant de Monaco, des Pays-Bas, de l’Italie et du gouvernement régional des Canaries.

20. John Hilborn (administrateur p.i. chargé des Accords) a parlé tout d’abord de la prochaine réunion sur les requins et de l’état actuel des deux initiatives concernant l’outarde.

21. La Recommandation 8.16 plaidait en faveur de l’élaboration d’un instrument sur les requins migrateurs. La réunion prévue à l’origine pour janvier 2007 avait été reportée à décembre 2007. Un soutien avait été obtenu de l’Australie, du R-U et du pays hôte, les Seychelles. Toutes les options seraient examinées et aucun projet d’instrument ne serait présenté à la réunion, quoique cette voie serait soutenue par la CMS. A cette réunion un intérêt considérable fut montré avec plus de 80 inscriptions reçues de près de 40 pays. D’autres efforts seraient faits pour s’assurer la participation de la FAO, de la Commission européenne et du Japon. Rolph Payet des Seychelles présiderait la réunion. Une documentation trilingue (anglais, espagnol et français) était en cours de préparation et la CMS espérait recevoir un mandat pour élaborer un instrument international quel qu’il soit.

22. La deuxième réunion des signataires du MdE sur la grande outarde aurait lieu en Ukraine en 2008. L’Arabie saoudite souhaitait accueillir une autre réunion sur le projet de MdE sur l’outarde houbara à laquelle le Secrétariat était prêt à apporter son aide.

23. Margi Prideaux (administratrice temporaire chargée de la politique marine de la CMS) a fait part des progrès sur le nouveau MdE sur les cétacés des îles du Pacifique. Il avait été signé en Nouvelle-Calédonie en septembre 2006 et la première réunion des signataires avait eu lieu en mars 2007 à Apia, Samoa, avec l’aide du SPREP et des gouvernements d’Allemagne, d’Australie et de Nouvelle-Zélande. La CMS avait tenu un atelier de communication pendant cette même réunion. Le MdE et son plan d’action auxquels participait le SPREP en tant que Plan d’action sur les baleines et les dauphins pour toute la région couvraient une vaste zone du Tropique du Cancer à la Nouvelle-Zélande et entre la Papouasie Nouvelle-Guinée et les îles Pitcairn et ils englobaient un certain nombre de pays et de territoires non CMS auxquels furent présentés les travaux effectifs de la Convention. D’autres initiatives de la CMS dans la zone incluaient un travail relatif aux espèces sur les lamantins et les tortues marines du Pacifique. Des ateliers pour la création de moyens appuyés par l’Organisation de collaboration du MdE, le WDCCS et le gouvernement australien avaient eu lieu aux Fidji et en Papouasie Nouvelle-Guinée.

24. Liam Addis (assistant chargé des relations extérieures) a fait un rapport sur les progrès accomplis à la réunion de Paris pour négocier un accord contraignant sur les gorilles, qui faisait partie de la “Semaine des primates” de Paris. Neuf des 10 Etats de l’aire de répartition y avaient participé (tous sauf le Rwanda) et conclu les négociations pour un accord couvrant les quatre sous-espèces du genre *gorilla*. L’acte final avait été signé par six des neuf pays présents, les trois autres n’ayant pas présenté de lettres de créance adéquates. Deux pays (la République démocratique du Congo et la République du Congo) avaient signé l’accord qui exigeait trois signatures/ratification pour entrer en vigueur. L’accord prévoyait la coopération avec un certain nombre d’organisations actives dans la conservation de l’aire de répartition du gorille (dont la CDB, le GRASP, le COMIFAC, la CITES, l’UNESCO et le Partenariat du bassin du Congo qui était maintenant conduit par l’Allemagne et auquel la CMS se joindrait prochainement). La CMS était déjà très impliquée dans le GRASP. La résolution passée à la fin de la réunion demandait au Comité permanent de la CMS de donner mandat au Secrétariat de la CMS de fournir un soutien pour un secrétariat intérimaire pour l’accord avec le GRASP afin d’aider à coordonner la finalisation des plans d’action avec les Etats de l’aire de répartition dans la perspective de la première MOP qui devait avoir lieu avec la CdP de la CMS en 2008, moment auquel le secrétaire exécutif espérait que l’accord serait opérationnel, et devait amorcer la préparation de l’“Année du gorille 2009”.

25. Francisco Rilla (administrateur chargé de l'information et de la création de moyens) a déclaré que le Secrétariat avait consacré beaucoup de temps à l'adhésion de nouvelles Parties et à l'organisation d'ateliers de communication (Samoa, Washington et Panama). Le nombre de Parties s'était élevé à 104 avec deux adhésions supplémentaires imminentes (Cuba et la République islamique d'Iran). Les nouveaux pays ciblés pour adhésion comprendraient : Afghanistan, Arménie, El Salvador, Guatemala, Guinée équatoriale, Haïti, Mozambique, Nicaragua et Zimbabwe. Il a remercié le Dr Devillers pour le soutien technique fourni afin de persuader la République islamique d'Iran d'adhérer à la Convention. Dans sa présentation, M. Rilla a montré des graphiques illustrant la croissance de la Convention, sa représentation dans différentes régions et le nombre de non Parties participant aux accords et aux MdE (dont le Brésil, la Fédération de Russie et la Chine). Ces trois pays étaient importants non seulement pour leur biodiversité mais parce qu'ils étaient des leaders régionaux dont l'adhésion pouvait encourager d'autres à les suivre. Il était important de noter que la CMS avait plus de 100 Parties et que plus de la moitié des pays du monde y avaient maintenant adhéré.

26. Les efforts de l'Allemagne en tant que dépositaire pour encourager davantage de pays à se joindre à la Convention par des réunions bilatérales ont été reconnus. Le Secrétariat également avait entrepris des missions auprès de Parties potentielles et des projets de conservation, tels que le MdE sur la Saïga et la future initiative possible sur la panthère des neiges développeraient encore plus les liens avec les non Parties. Une réunion était envisagée avec le ministre brésilien quand on espérait profiter de la participation du Brésil au MdE sur les oiseaux de prairie de l'Amérique du Sud. Un deuxième MdE avait été signé en Amérique du Sud sur l'oie à tête rousse dont la population continentale était d'environ 1 000 individus. L'atelier du Panama sur la création de moyens d'intervention avait également donné un élan à un instrument en faveur des flamants des Hautes Andes.

27. D'autres efforts seraient faits pour améliorer le site Web de la CMS et assurer que tous les documents y étaient postés. Enfin, un dépliant avait été produit dans un certain nombre de langues sur la grippe aviaire. Ce projet avait été réalisable grâce au financement des Pays-Bas.

#### **Point 9 de l'ordre du jour : Suivi des décisions en suspens de StC31 et CdP8**

#### **Point 9g de l'ordre du jour : Espèces migratrices et grippe aviaire (Résolution 8.27)**

28. Rebecca Lee (administratrice chargée des questions relatives à la grippe aviaire) a parlé des travaux du groupe d'étude sur la grippe aviaire et les oiseaux sauvages qui était maintenant coordonnés conjointement par la CMS et la FAO. Elle a d'abord donné un bref historique de la souche hautement pathogène, H5N1, qui avait émergé en Asie du Sud-Est, avait atteint l'Europe en 2005 et l'Afrique peu après. C'était la première souche hautement pathogène affectant les oiseaux sauvages en de multiples déclenchements, les souches hautement pathogènes étant normalement limitées à la volaille domestique. Les taux de mortalité avaient été élevés dans certaines populations d'oiseaux sauvages et les déclenchements de la maladie pouvaient avoir des conséquences désastreuses pour des espèces menacées dont les populations étaient extrêmement concentrées. La crainte de la propagation de la maladie par des oiseaux sauvages avait conduit à un certain nombre de conséquences négatives, y compris des tentatives mal dirigées de contrôler la maladie en détruisant ou en perturbant des oiseaux sauvages et leurs habitats. S'opposer à la désinformation transmise par les médias et certaines organisations au sujet de la propagation de la maladie était un rôle majeur pour le groupe d'étude.

29. Depuis 2005, le groupe d'étude avait conduit un certain nombre de téléconférences et organisé des ateliers. Un nouveau membre, la Stratégie internationale pour la réduction des désastres, avait été recruté. Le principal objectif du groupe d'étude était la communication, en utilisant avant tout le site Web AIWeb, qui a été utilisé pour diffuser les derniers renseignements,

couverture de presse et documents pertinents. Une brochure sur la grippe aviaire avait déjà été produite en six langues et deux autres traductions étaient en préparation. Le groupe d'étude serait représenté aux prochaines CdP et MOP (CMS, Ramsar, CDB et AEWA). Il visait à assurer qu'un message scientifique clair et cohérent sur la grippe aviaire et les oiseaux sauvages était présenté à chaque réunion. Le groupe d'étude était convenu que d'autres améliorations étaient nécessaires dans les domaines de la biosécurité, de la planification d'urgence et de la surveillance. Rebecca Lee a expliqué qu'elle était sur le point de partir pour assister à un atelier en Corée organisé par Ramsar pour présenter les recommandations du groupe d'étude à la CdP10 de Ramsar. Pour mieux faire comprendre la maladie et trouver des réponses appropriées, il était essentiel que les approches soient multidisciplinaires englobant l'ornithologie, la virologie, l'épidémiologie et l'art vétérinaire. D'autres travaux étaient nécessaires pour mieux comprendre le rôle des "espèces ponts", ces espèces souvent laissées pour compte par les programmes de surveillance mais qui pouvaient être localement des facteurs de propagation de la maladie autour des installations avicoles, pour améliorer l'identification des espèces et faire en sorte que la destruction des oiseaux sauvages et de leurs habitats soit évitée. Enfin elle a indiqué qu'une conférence téléphonique entre les membres du groupe d'étude est fixée pour le mois de décembre.

30. Le secrétaire exécutif adjoint, Lahcen El Kabiri, a traité d'abord les questions administratives du Secrétariat et commenté le départ de trois membres du personnel professionnel depuis juillet. Le poste de gestionnaire des fonds a été élevé à P4. Le nouveau système de comptes était maintenant opérationnel et le nouveau Fonds d'affectation spéciale avait été ouvert. Lahcen El Kabiri avait représenté le secrétaire exécutif à un certain nombre de réunions, notamment avec Achim Steiner et d'autres organisations de l'ONU à Bonn. Il avait rencontré l'ex-président du Mali, le secrétaire général adjoint de l'ONU et l'inspecteur général de l'ONU pour les questions relatives à la gouvernance de l'environnement (voir point 7 de l'ordre du jour). Il avait participé à des débats sur les nouvelles règles de mobilité de l'ONU.

31. Un certain nombre de délégations avaient été reçues, dont le ministre du Yémen à l'occasion de l'adhésion de ce pays qui avait porté le nombre de Parties à 100. Lahcen El Kabiri avait été aux Emirats arabes unis et à Bahrain pour débattre des dugongs et de l'adhésion à la CMS, à Amman pour une réunion sur la chasse durable et à Hanovre pour rencontrer le groupe d'intérêt sahélo-saharien et débattre des antilopes. Une mission avait été envoyée au Niger à la suite de rapports diffusés à la dernière réunion du Comité permanent au sujet de parties de chasse de VIP tuant des antilopes rares. La Commission européenne avait finalisé ses plans pour le financement du projet sur les antilopes sahélo-sahariennes dirigé par la CMS. Conjointement avec les Conventions de Berne et de Barcelone, un colloque avait eu lieu à Antalya, Turquie, pour débattre du phoque moine de la Méditerranée, et le MdE sur la population de cette espèce de l'Atlantique oriental avait été conclu. La seconde réunion du MdE récemment revitalisé sur les tortues marines de la côte africaine aurait lieu en mars 2008 et serait accueillie par le Sénégal. De grands progrès avaient été accomplis à Loch Lomond sur un possible MdE et plan d'action sur les rapaces d'Afrique-Eurasie, où 106 délégués représentant 43 pays s'étaient réunis. Une autre réunion a été prévue pour octobre 2008 aux EAU. Une réunion couronnée de succès avait également eu lieu à Abu Dhabi, facilitée par l'Australie, le R-U et ses hôtes les EAU. Le texte d'un MdE avait été approuvé et sept des 42 Etats de l'aire de répartition l'avaient signé, lui permettant d'être mis en vigueur.

32. Veronika Lenarz (assistante chargée de l'information du public) a parlé des activités entreprises dans le cadre de la campagne 2007 de l'Année du dauphin (YOD). Un rapport écrit avait aussi été soumis (Inf. doc. 13). La campagne avait réuni la CMS, ses Accords sur les cétacés, l'UNESCO, des ONG et le secteur privé (TUI) pour atteindre un plus large public afin d'expliquer les menaces auxquelles les dauphins devaient faire face. Quarante-cinq ONG, institutions individuelles et académiques avaient été acceptées comme "supporters de YOD".

33. Les événements clés du développement institutionnel de la CMS comprenaient les négociations WATCH à Tenerife et la troisième MOP d'ACCOBAMS qui avait passé une résolution sur les zones marines protégées, les plans de conservation et la réduction des menaces. La première réunion des signataires du MdE sur les cétacés des îles du Pacifique avait également eu lieu cette année.

34. Le financement était une question cruciale et heureusement un réseau d'ONG en Belgique et aux Pays-Bas avait créé le Fonds du dauphin. Lors d'un événement de fermeture de l'Année du dauphin 2007 à Nieuwpoort, auquel assistait le prince Laurent de Belgique, deux chèques d'un montant total de 8 700€ représentant les résultats de la campagne belge ont été remis au secrétaire exécutif. Un concert et un dîner de gala auxquels assistait la princesse Irène des Pays-Bas, ambassadrice du Fonds du dauphin, avaient également aidé à réunir des fonds pour la conservation du dauphin.

35. Une vidéo et une chanson sur le dauphin spécialement commandées étaient disponibles sur You-Tube. Un manuel sur le dauphin en huit langues à l'intention des enfants avait été produit conjointement avec le WDCS. Il avait été distribué dans les écoles par l'UNESCO et à certains lieux de vacances par TUI. Une affiche, une carte postale et un calendrier avaient été produits spécialement. En France, « Marins pour les dauphins » avait encouragé les bateaux à hisser le pavillon YOD pendant les régates. Au Portugal, la Journée des animaux du monde, la Journée de la conservation de la nature et la Journée des enfants étaient toutes placées sous le signe du dauphin. La Belgique et les Pays-Bas ont eu leur semaine du dauphin. En Inde, un enseignant a passé le mois de mai à faire le tour des écoles pour sensibiliser les élèves sur les questions relatives à la conservation du dauphin. En Italie et en Croatie, des événements ont été organisés pour la Journée du dauphin de la Méditerranée. Les partenaires de TUI au Kenya ont fait un grand travail de sensibilisation du public. Les directives d'ACCOBAMS sur les contacts avec les cétacés dans les opérations d'observation des baleines ont été traduites en grec, alors que certains nageurs avaient décidé d'attirer l'attention sur les collisions avec les bateaux dans la Manche.

36. TUI avait aidé à la création d'un site Web en anglais et en allemand auquel le WDCS avait fourni le contenu. Un programme de diplôme avait été élaboré pour les enfants et plus de 700 candidats l'avaient obtenu. Un film devait être projeté dans les cinémas IMEX aux Etats-Unis en avril et sa première européenne aurait lieu à Berlin. La station de TV allemande ZDF et le magazine National Geographic Deutschland avaient promis de couvrir l'événement. Les recettes générées par téléchargement de la chanson du dauphin ont été attribuées à un projet destiné à protéger le dauphin de rivière du Ganges qui était inscrit sur la liste de l'Annexe I de la CMS.

37. Une conférence avait eu lieu à Bonn intitulée "La nouvelle frontière morale" dans laquelle le professeur Tom White suggérait que les dauphins étaient socialement si en avance qu'ils méritaient le statut de personnes non humaines. Au Grand prix de Monaco, de grands panneaux publicitaires mettaient en lumière le message de l'Année du dauphin et à la MOP3 d'ACCOBAMS à Dubrovnik un des événements en marge était une exposition d'affiches sur le dauphin de supporters sur leurs activités relatives à la campagne. La campagne devait être prolongée en 2008 pour permettre aux campagnes actuelles de se poursuivre et pour en lancer de nouvelles. Mme Lenarz a conclu son exposé en projetant la vidéo YOD.

38. Le président a indiqué que l'extinction supposée du dauphin de rivière Baiji soulignait la nécessité d'une action mondiale vigoureuse et coordonnée pour protéger les dauphins et demanda s'il y avait d'autres questions.

39. Pierre Devillers (vice-président du Conseil scientifique) a félicité le Secrétariat pour trois réalisations majeures : des adhésions, parmi lesquelles celle de la République islamique d'Iran était particulièrement importante en raison des espèces emblématiques qu'elle abritait (le daim et le

guépard asiatique) ; l'accord sur les gorilles, qui avait été conclu en un temps record et le MdE sur le phoque moine, une espèce qui avait préoccupé longtemps la Convention et la Commission européenne.

40. Trevor Salmon (R-U) a également félicité le Secrétariat pour ses réalisations notamment dans le cas du départ de personnels et de la fusion avec ASCOBANS. Sur la grippe aviaire, le R-U était intéressé de voir qu'une approche coordonnée avait été adoptée et espérait donc que les résolutions soumises aux prochaines CdP et MOP refléteraient cette situation. Le secrétaire exécutif a confirmé qu'il penchait pour un effort coordonné plutôt que pour un effort dispersé qu'il faudrait faire lors des prochaines réunions, en proposant un message universel plutôt que des variations sur un thème comme cela avait été le cas dans le passé.

**ACTION :** le Secrétariat doit assurer que les rapports et les Résolutions sur la grippe aviaire soient coordonnés entre les MEA.

41. John O'Sullivan (BLI et Conseil scientifique) a regretté que les progrès sur l'outarde houbara soient si lents et a noté qu'une autre réunion prévue avait été annulée. Il a demandé au Comité d'envisager des mesures possibles pour ramener sur les rails le MdE proposé.

**ACTION:** Le Comité Permanent doit voir comment animer le développement du MdE

42. Mohammad Saud Sulayem (Arabie saoudite) a félicité le secrétaire exécutif et son équipe pour l'excellent travail effectué l'année dernière. Pour ce qui est de l'initiative houbara, il a réassuré le Comité qu'en tant que pays chef de file, l'Arabie saoudite désirait faire des progrès en ce qui concernait le MdE. Des changements dans l'administration avaient entraîné des retards mais il avait maintenant personnellement pris en charge le problème et serait heureux de débattre de ces questions avec BirdLife International.

43. Mahamat Hassane Idriss (Tchad) a demandé que plus de moyens d'action et de travaux promotionnels soient effectués en Afrique où un certain nombre de pays devaient encore adhérer à la CMS (par ex. le Soudan et le Gabon). Il a aussi demandé combien de pays africains participaient au réseau sur la grippe aviaire.

44. Isaac Roberto Angeles Lazo (Pérou) s'est félicité des efforts du Secrétariat pour étendre les adhésions et la participation à la Convention, à ses Accords et à ses MdE. Il a exprimé une appréciation particulière pour les réalisations de ces derniers mois.

45. Le président a conclu le débat sur ce point de l'ordre du jour en félicitant le Secrétariat et invitant d'une façon pressante toutes les Parties à redoubler d'efforts pour recruter encore plus de pays de leur région.

**ACTION :** Les Parties existantes doivent veiller à recruter de nouvelles Parties.

46. Pendant la pose déjeuner les délégués ont fait une excursion sur le Rhin au cours de laquelle le Secrétariat et le représentant du PNUE ont conjointement lancé le nouveau Guide de la famille de la CMS ou "Encyclopaedia".

### **Point 5 de l'ordre du jour : Plan stratégique de la CMS 2006-11**

47. Le secrétaire exécutif adjoint a présenté deux documents, CMS/StC32/Inf.8 et CMS/StC32/Inf.9/Rev.1 montrant comment le Plan stratégique de la Convention avait progressé en 2006 et 2007 respectivement. Les documents suivaient le format du plan stratégique adopté à la CdP précédente et divisaient les travaux de la Convention en un certain nombre de catégories de



haut niveau qui étaient à leur tour divisées en activités et auxquelles on avait accordé différents degrés de priorité. Une innovation dans le plan était la mention de toutes les réunions avec des organisations extérieures.

48. Trevor Salmon (R-U) a fait remarquer l'omission de la contribution financière du R-U à la réunion des Seychelles sur le requin. Il s'est félicité de la nouvelle présentation et a espéré que le Secrétariat la trouverait utile et pas trop pesante. Il a recherché une clarification du statut des activités qui avaient stagné et étaient en retard, notamment celles ayant une priorité élevée. Il a estimé que le Comité permanent pourrait offrir une aide.

49. Le secrétaire exécutif s'est excusé de l'omission sur la liste de la donation du R-U. Il a confirmé que le nouveau format était un outil de gestion utile. Toutes les actions prioritaires n'avaient pas progressé au même rythme en raison du manque de ressources qui était une conséquence de la décision de la dernière CdP de retirer des projets du budget central. Il s'était révélé plus facile d'obtenir un financement pour des projets plus importants que d'autres, tels que le TI. Cependant la CMS maintiendrait ses efforts pour réaliser la plus grande partie du plan possible avec les ressources disponibles.

## **Point 6 de l'ordre du jour : Rapports des membres du Comité permanent et des observateurs**

### **Point 6a de l'ordre du jour : Rapports des membres de 5 régions de la CMS**

50. Le président a demandé aux membres du Comité de faire des rapports sur leurs régions. Des rapports écrits avaient été reçus du Royaume-Uni et de l'Ukraine (Europe), de l'Australie (Océanie), du Pérou (Amériques). Ceux-ci sont joints en annexes au présent rapport. .

51. R-U (Europe occidentale) : Le R-U a souligné son rôle dans le cadre d'un contrat de recherche sur le changement climatique, la grippe aviaire et les prises accidentelles d'oiseaux de mer (par l'intermédiaire de la Commission atlantique du thon, des Etats-Unis et de l'Australie). L'Allemagne avait donné un million d'€ au projet Wings over Wetlands et avait accueilli un colloque sur les zones marines protégées faisant partie de l'Année du dauphin. Le R-U avait donné 10 000£ pour le développement de la transmission de rapports en ligne, un montant similaire pour l'initiative sur le requin et avait été chef de file des activités sur les rapaces. La France avait appuyé les négociations concernant l'Accord sur les gorilles, l'Espagne avait dirigé les mesures sur les phoques moines et les cétacés de l'Atlantique. 2008 serait une année chargée avec les conférences de la CDB, de l'UICN et de la CMS ayant toutes lieu en Europe de l'ouest

52. Australie (Océanie) : Suite au rapport de Margi Prideaux sur le MdE sur les cétacés des îles du Pacifique, de nouvelles signatures étaient attendues sous peu. L'Australie avait soutenu financièrement la première réunion des signataires et avait pris la tête de l'initiative sur le dugong, appuyant les Emirats arabes unis. La Nouvelle-Zélande avait introduit des mesures de protection totale pour le grand requin blanc et envisageait des mesures similaires pour le requin baleine. Samoa entreprenait des recherches importantes sur les cétacés et les tortues marines.

53. Tchad (Afrique francophone) : Un certain nombre de pays de la région avaient répondu à la demande de mise à jour. Des progrès avaient été accomplis pour ce qui est des plans d'action pour les tortues marines et les dugongs et pour le développement de l'initiative sur les antilopes sahélo-sahariennes. Si de nombreux plans d'action progressaient, le financement pour l'application des mesures était encore à trouver et toute aide que la CMS pourrait fournir serait la bienvenue.

54. Ukraine (Europe centrale et orientale) : La première réunion du Comité permanent d'EUROBATS avait eu lieu en mars à Bonn et avait été suivie de la 12<sup>ème</sup> réunion du Comité consultatif à Budapest. La 6<sup>ème</sup> réunion des signataires du MdE sur la grue de Sibérie avait eu lieu

au Kazakhstan. La Commission bilatérale Ukraine-Russie sur les pêcheries de la mer d'Azov s'était réunie et avait discuté de la diminution des esturgeons. A la MOP d'ACCOBAMS à Dubrovnik, parmi les mesures adoptées il y avait un plan d'action pour la mer Noire. La réunion de Loch Lomond sur les rapaces était significative pour la région de l'Europe centrale et orientale. Enfin, une délégation de haut niveau de la Fédération de Russie avait fait une visite au Secrétariat.

55. Arabie Saoudite (Asie) : Mohammad Saud Sulayem a expliqué qu'il avait récemment assumé la responsabilité de la CMS au sein du NCWCD. Il a présenté le point de vue du secrétaire général de l'agence, le prince Al Saud. Les efforts pour attirer de nouveaux membres de la région avaient été récompensés par l'adhésion du Yémen. La République islamique d'Iran devrait adhérer prochainement. Les pays suivants :

Chine, Fédération de Russie, Afghanistan, Irak, Emirats arabes unis, Qatar et Bahrain étaient tous des candidats potentiels, et certains d'entre eux participaient déjà aux MdE. L'Arabie saoudite avait fait la publicité de la CMS ainsi que d'autres MEA auprès de la Ligue arabe.

56. La réunion sur le dugong qui s'est tenue à Abu Dhabi, dans les Emirats arabes unis, avait eu beaucoup de succès, sept pays avaient signé le MdE qui était donc entré en vigueur.

57. Le MdE sur l'outarde houbara recevait une attention totale de l'Arabie Saoudite et bénéficiait d'aides du plus haut niveau. Le texte et le plan d'action étaient sur le point d'être achevés et on pouvait s'attendre à des progrès significatifs dans les mois à venir. Enfin, les Parties de la région apprécieraient que le Secrétariat organise une rencontre sur la création de moyens en Asie occidentale, de préférence en langue arabe.

58. Pérou (Amériques) : Le recrutement dans la région avait été couronné de succès avec les adhésions du Honduras, du Costa Rica, d'Antigua & Barbuda, Cuba étant sur le point d'adhérer. On pouvait s'attendre à d'autres adhésions car El Salvador et le Nicaragua manifestaient leur intérêt. Deux MdE avaient été signés – sur l'oie à tête rousse et sur les oiseaux de prairie du sud de l'Amérique latine. Ces derniers avaient été signés par le Brésil. Un autre projet de MdE sur les flamants progressait.

59. Un certain nombre de réunions avaient été tenues sur des sujets tels que le changement climatique et la grippe aviaire. La CMS et Ramsar avaient organisé un atelier pour les décideurs de la région du Panama avec le soutien de l'Espagne. Cet atelier a vu également le lancement régional de l'Année du dauphin. Un atelier avait également eu lieu en Uruguay sur les oiseaux migrateurs et les habitats des champs de riz ainsi qu'une réunion sur les tortues marines de l'Atlantique. De nombreux pays poursuivaient des initiatives sur des espèces migratrices : le Paraguay était chef de file pour les oiseaux de prairie, l'Argentine pour l'oie à tête rousse et le Pérou pour le manchot de Humboldt. Afin de profiter du succès de l'atelier du Panama, on espérait qu'un autre événement comparable pourrait être organisé dans la région avant la CdP pour aider à maximiser la contribution des Parties des Amériques à la Convention. Le Pérou offrait de les accueillir.

### **Point 6b de l'ordre du jour : Rapport du pays hôte et du dépositaire**

60. Allemagne : Le pays hôte avait poursuivi ses efforts pour recruter des Parties en faisant appel au ministère des Affaires étrangères, aux ambassades et aux liens avec les ministères ayant trait à l'environnement. Depuis la dernière réunion du Comité permanent, l'Angola, le Yémen, Madagascar, le Honduras, Costa Rica et Antigua & Barbuda avaient adhéré portant le nombre total des adhérents à 104. Les pays visés pour une adhésion étaient les suivants : Arménie, Botswana, Brésil, Chine, Estonie, Haïti, Russie et Zimbabwe. Les formulaires d'adhésion de Palau avaient été reçus en projet.

61. Le ministère de l'Environnement (BMU) avait conjointement invité à une réception pour célébrer l'adhésion de la 100<sup>ème</sup> Partie à la CMS. Les membres du BMU avaient tenu un certain nombre de réunions avec leurs homologues russes. Aucun progrès n'était attendu étant donné la campagne électorale présidentielle russe en cours, rendant aléatoire toute décision avant la CdP9. Les officiels du BMU se sont aussi rendus en Chine et en marge de la réunion de Loch Lomond il avait été fait pression sur le représentant turc. Il était également prévu de profiter de la CdP de la CDB à Bonn en 2008 pour promouvoir la CMS.

### **Point 6c de l'ordre du jour : Rapport du président du Conseil scientifique**

62. John Mshelbwala a fait rapport des travaux du Conseil depuis la dernière réunion du Comité permanent qui serait aussi partiellement couverte par le point de l'ordre du jour sur les résultats de la 14<sup>ème</sup> réunion du Conseil. Trois nouveaux conseillers nommés avaient pris leur fonction, le professeur Yeboah (faune africaine), le Dr Hogan (poissons) et M. Baker (prises accidentelles) et tous avaient assisté à la 14<sup>ème</sup> réunion.

63. John Mshelbwala a présenté son rapport (Inf Doc 3) à propos de la mission d'inspection entreprise par le professeur Yeboah et lui-même suite aux rapports sur les parties de chasse de VIP au cours desquelles de rares antilopes étaient tuées près de la réserve naturelle Termit au Niger. Des preuves de chasse avaient été découvertes mais les chasseurs n'avaient pu être identifiés. Cependant, le fait que la CMS ait répondu aux rapports a eu un effet positif parmi les autorités nigériennes et la communauté diplomatique. L'équipe n'avait pas été en mesure de visiter la réserve Termit qui était éloignée et inaccessible et qui présentait elle-même des problèmes pour les autorités nationales dans l'organisation de leurs patrouilles.

64. A la 14<sup>ème</sup> réunion, on avait commencé à examiner la façon dont le Conseil abordait les problèmes de la Convention pour attirer davantage de Parties. Le Conseil avait progressé en taille et le nombre de Parties éligibles pour un soutien financier pour se rendre aux réunions avait augmenté également. Des propositions pour limiter le nombre de membres, réduire la fréquence des réunions et accroître l'usage des communications électroniques, nuiraient aux pays en développement. Le Conseil a estimé qu'il était important qu'autant de conseillers que possible participent à la CdP pour expliquer directement les questions scientifiques. Un groupe de travail du Conseil présidé par le Ghana était en faveur de la conservation dans la mesure du possible du système actuel mais avec un plus grand usage des groupes de travail entre les sessions communiquant entre eux électroniquement ou par correspondance plutôt que par des réunions. Les propositions seraient développées pour permettre aux Parties de prendre des décisions à CdP9. Le Comité permanent a approuvé le maintien des réunions inscrites au calendrier actuel étant donné que le coût du prochain Conseil immédiatement avant la prochaine CdP serait relativement modeste (environ 30 000€ ainsi que les frais de voyage de membres). La CdP elle-même serait en mesure de déterminer des dispositions au delà.

65. En ce qui concernait le Programme des petites subventions (SGP), John Mshelbwala a regretté que ce fleuron de la CMS ait souffert d'un manque de ressources maintenant que quelques crédits étaient disponibles au Fonds d'affectation spéciale. Par conséquent, aucune nouvelle proposition de projet n'avait été examinée à la 14<sup>ème</sup> réunion du Conseil, une longue liste de propositions attendant encore un financement. Le Conseil avait demandé à son président de rédiger un projet de déclaration (contenu dans son rapport écrit) soulignant l'importance des SGP en tant que semence de financement en faveur de la Science avec un grand S dont se glorifiait la CMS.

66. L'Arabie Saoudite partageait les préoccupations concernant la chasse illégale et ses conséquences, mais a voulu s'assurer que tout rapport publié serait solidement basé sur des faits réels et éviterait des propos non diplomatiques et des accusations infondées envers des personnes nommées. Vraisemblablement, des solutions seraient trouvées à la faveur de discussions. Elle a

également demandé quelle décision la CMS pourrait prendre si on découvrait que la chasse avait eu lieu grâce à des permis présidentiels officiels. Pierre Devillers a déclaré qu'il avait entendu dire que le groupe de chasseurs venait de retourner au Niger et que la situation serait étroitement surveillée. La France a partagé les préoccupations de l'Arabie Saoudite sur l'adoption d'une réponse appropriée aux rumeurs et a estimé qu'accuser le groupe de chasseurs pourrait se révéler contreproductif. Le président a remercié John Mshelbwala pour son rapport et pour avoir entrepris la mission. Il a demandé à Lahcen El Kabiri d'assurer une liaison avec les intéressés pour envisager la suite.

### **Point 6d de l'ordre du jour : Rapports du PNUE et des partenaires de la CMS**

67. Ivonne Higuero (PNUE) : Le PNUE avait établi des liens forts avec la CMS et ses Accords, fournissant ainsi un soutien substantif au projet d'harmonisation de la législation qui avait vu le Libéria adopter de nouvelles lois pour appliquer plusieurs MEA en octobre 2006. Des indicateurs de conformité étaient en cours de développement pour la CITES et la CDB ainsi qu'un manuel de conformité pour tous les MEA. Le PNUE participait également à l'harmonisation des projets de rapport avec la CMS, l'AEWA et l'IOSEA. Une série d'ateliers avaient été tenus concernant la gestion de la connaissance et les rapports nationaux avec la CDB, la CITES, Ramsar et la famille de la CMS.

68. Avec un financement de la Belgique et en collaboration avec l'UICN, un projet modulaire examinant quatre thèmes (biodiversité et changement climatique ; eaux intérieures ; utilisation durable et invasion d'espèces étrangères) réunissait différentes politiques de MEA. Les modules faisaient l'objet de tests dans des pays pilotes.

69. Par l'intermédiaire du GRASP, le PNUE intervenait dans la crise sérieuse de la République démocratique du Congo pour fournir un soutien juridique et une aide humanitaire aux personnes déplacées afin d'essayer d'alléger les pressions sur les populations de gorilles.

70. Des ateliers régionaux avaient eu lieu au Yémen et à Panama, et grâce aux Programmes des mers régionales des progrès significatifs avaient été faits pour les dugongs en Indonésie où un plan d'action national avait été élaboré, et des problèmes relatifs à la prédation des requins et à leur prise accidentelle avaient aussi été traités. Le PNUE a continué de soutenir le MdE de l'IOSEA sur les tortues marines par l'intermédiaire de son bureau de Bangkok, ainsi que le projet GEF sur les grues de Sibérie.

71. L'UNON et le PNUE avaient fourni une formation de personnel pour le nouveau système de comptabilité (IMIS), avaient appuyé le relèvement à P4 du poste d'administrateur chargé de l'administration et de la gestion des fonds et avaient fourni 115 000\$ pour des projets tels que le "Guide de la famille de la CMS".

72. John O'Sullivan (BirdLife International) a fait rapport sur la poursuite d'une excellente relation avec la Convention et ses Accords. Il n'avait pas l'intention de répéter les nombreux exemples de coopération qui avaient été déjà mentionnés à la réunion, par exemple sur l'élaboration de nouveaux mémorandums d'accord et plans d'action. Au lieu de cela il a donné quelques nouvelles de plusieurs espèces d'oiseaux de l'Annexe I. Il y avait lieu de faire état de la découverte d'une large concentration jusqu'alors inconnue d'oiseaux non reproducteurs de plus de 3 000 vanneaux sociables (*vanellus gregarius*) au sud-est de la Turquie. Cette découverte avait été possible par le fait que des émetteurs satellites étaient maintenant assez petits et légers pour que les oiseaux de cette taille puissent les transporter, ce qui permettait une meilleure compréhension et conservation dans toutes leurs aires de migration. Cependant, toutes les nouvelles n'étaient pas aussi bonnes. Le bécasseau spatule (*Eurynorhynchus pygmaeus*) avait connu un autre déclin sur ses sites de reproduction de l'Extrême-Orient russe et on craignait maintenant qu'il ne reste plus que

200 à 300 couples. La destruction permanente de l'habitat dans ses sites non reproducteurs dans l'est et le sud-est de l'Asie était probablement la cause principale. Le bécasseau maubèche (*Calidris canutus rufa*) poursuivait également son déclin, probablement du fait surtout d'une surexploitation des crabes en fer à cheval dans l'est des USA, mais il y avait lieu de mentionner une soudaine hécatombe d'au moins un millier d'oiseaux dans le sud-est de l'Uruguay en avril, probablement à la suite de la prolifération d'algues.

73. Le délégué de BirdLife a signalé qu'une nouvelle et alarmante menace s'était manifestée lors d'un des grands spectacles mondiaux d'oiseaux migrateurs. Le petit flamant (*Phoenicopterus minor*) était une attraction touristique majeure en Afrique orientale où environ un million d'oiseaux formaient un horizon rose étonnant autour de plusieurs lacs de la vallée du Rift. Tous ces oiseaux éclosaient en un seul site, le lac Natron, en Tanzanie, qui abritait les trois-quarts de la population mondiale de l'espèce. Le lac était maintenant menacé par une proposition d'extraction de soude, associée d'un développement local, qui se traduirait par des dommages, des nuisances et un accroissement de la prédation sur cette population vraiment unique. BirdLife International faisait tous ses efforts pour alerter la conscience sur ce problème et pour s'assurer que des solutions alternatives reçoive toute l'attention possible. C'était une coïncidence malheureuse que le représentant régional pertinent du Comité permanent, qui se trouvait être Tanzanien, n'ait pas pu être présent à cette réunion, mais BirdLife espérait que des membres du Comité prendraient note de la question et agiraient d'une manière appropriée.

74. Hemmo Muntingh (IFAW) a décrit la CMS comme étant comme une "organisation magnifique" et a félicité tous les intéressés pour leurs récentes réalisations. Il considérait son organisation comme un allié naturel de la CMS avec des intérêts partagés concernant les baleines, les dugongs et les phoques. Il lui était agréable d'annoncer que l'IFAW était prête à suivre l'exemple du WDCS et à mettre à la disposition du Secrétariat un membre du personnel pour travailler pendant un an sur les mammifères marins. Le président s'est félicité de cette offre et le secrétaire exécutif a déclaré que, comme avec le WDCS, il devrait être possible de mener à bien ces dispositions au sein du personnel de l'ONU et compte tenu des paramètres des ressources.

**ACTION :** IFAW est demandé de fournir un membre du personnel pour assister le Secrétariat sur les sujets marins.

75. Peter Dollinger (WAZA) s'est référé à son rapport écrit sur la première année de WASA en tant que partenaire de la CMS. L'AEWA avait tenu son Comité consultatif aux bureaux de Berne de WAZA. Il regrettait que WAZA n'ait pu participer à YOD du fait d'objections d'autres partenaires dont un des accords. Le secrétaire exécutif a déclaré que des leçons avaient été apprises de la campagne de l'"Année du dauphin" et que la CMS appréciait l'important soutien donné par WAZA ainsi que sa compréhension et sa flexibilité en acceptant un compromis concernant YOD.

76. Alison Wood (WDCS) : Le WDCS se félicitait d'être un partenaire de YOD en particulier et de la CMS en général travaillant pour créer des Accords sur les cétacés et œuvrait pour atteindre les objectifs 2010 de la biodiversité. Le WDCS partagerait ses connaissances scientifiques et ses données et continuerait d'encourager les non Parties et les non signataires à adhérer aux accords et aux MdE de la CMS. Le WDCS s'est félicité de l'initiative de la CMS en faveur des cétacés de l'Atlantique oriental et a espéré que les travaux commenceraient sérieusement dans d'autres régions. La résolution passée à CdP8 sur les menaces d'origine humaine serait examinée lorsque le groupe de liaison sur les cétacés se réunirait à Bonn en janvier 2008. Les travaux accomplis par ASCOBANS et ACCOBAMS ont été loués.

## **Point 7 de l'ordre du jour : La CMS et la gouvernance environnementale**

77. Le secrétaire exécutif a présenté le document CMS/StC32/6 fixant le rôle de la CMS dans le contexte plus large de la gouvernance environnementale de l'ONU qui était menée de New York, Nairobi et Genève. Il a rapporté que, s'il était important pour la CMS de maintenir son profil et de participer à un plus grand plan, il était difficile pour un secrétariat relativement petit de se maintenir au niveau de tous les développements importants tout en poursuivant ses tâches essentielles. Le Secrétariat a demandé aux Parties de s'assurer que tous les protagonistes du débat étaient convenablement informés sur la CMS. Le Secrétariat pourrait participer à cette information. Ceci réduirait les diverses pressions sur le Secrétariat et le Fonds d'affectation spéciale duquel 26 000€ avaient déjà été dépensés en 2007 surtout en temps de personnel, le Secrétariat ayant répondu à diverses questions d'information souvent répétitives provenant des sièges sociaux des bureaux de l'ONU.

78. Il poursuit en émettant l'avis que la CMS devait travailler avec d'autres MEA sur ces questions. La future CdP de la CDB à Bonn donnait l'occasion à la CMS d'accueillir une réunion du Groupe de liaison sur la biodiversité.

**ACTION :** Le Secrétariat CMS doit arranger une réunion du groupe de liaison sur la biodiversité (BLG) devant se tenir durant la CdP de la CDB.

79. Christiane Paulus (Allemagne) s'est félicitée du document et a promis que le BMU et le gouvernement allemand suivraient l'évolution, reconnaissant qu'il était important que les intérêts de la CMS soient représentés.

80. Cheryle Hislop (Australie) a demandé dans quelle mesure la CMS devait participer aux débats, quels critères étaient appliqués pour décider s'il fallait y assister, comment les Parties avaient été consultées pour recueillir leur approbation et qui la CMS représentait à ces réunions.

81. Trevor Salmon (R-U) partageait les mêmes préoccupations et il a demandé si les dépenses du Secrétariat occasionnées par l'ONU étaient couvertes par les 13% de frais généraux. Il a demandé pour clarifier la question que la participation dans les réunions sur la gouvernance environnementale soit une priorité pour le Secrétariat comme indiqué dans le plan de travail.

82. Le secrétaire exécutif a déclaré qu'une série de résolutions de la CdP donnaient mandat au Secrétariat pour engager des initiatives de synergies dans l'ensemble de l'ONU. Les frais de participation étaient pris en charge par le budget central. Il estimait que la CMS devrait essayer de participer, les initiatives étant menées par l'Assemblée générale et le Conseil gouvernemental, ce qui impliquait l'approbation des Parties, mais les limites d'une petite organisation telle que la CMS les avaient atteintes.

83. Le président, résumant les commentaires émanant du R-U et de la France, a déclaré que le secrétaire exécutif devrait décider des réunions auxquelles participer, à quel questionnaire répondre et comment équilibrer ces exercices avec le gros des tâches de la CMS. Il incombait aux Parties de communiquer entre elles et au Secrétariat de profiter au maximum des forums tels que le BLG.

## **Point 6 de l'ordre du jour : Rapports des membres du Comité permanent et des observateurs (suite)**

### **Point 6e de l'ordre du jour : Rapports des secrétariats d'Accords**

84. Bert Lenten (AEWA) a indiqué que des progrès considérables avaient été accomplis grâce au travail du personnel du Secrétariat et à la générosité des Parties en fournissant des contributions volontaires. Cependant, pour appliquer pleinement les décisions de la MOP, un budget de 5 millions d'€ serait nécessaire et 10% seulement de cette somme étaient disponibles. L'AEWA avait 59 Parties, et environ six autres adhésions étaient prévues. M. Lenten a exprimé sa gratitude au gouvernement allemand qui a prolongé d'une troisième année le terme d'un administrateur professionnel junior.

85. L'AEWA était l'un des principaux partenaires du projet financé par le GEF sur l'itinéraire aérien d'Afrique-Eurasie connu également par l'expression projet "Wings over Wetlands" réalisé conjointement avec Wetlands International, BirdLife International et Ramsar. Ce projet de 12 millions de \$US était à moitié financé par le GEF, les 6 millions de \$US restant venant de fonds correspondants provenant de plusieurs donateurs. L'Allemagne était l'un des principaux donateurs et s'était engagée à apporter une contribution de 1 million d'€. L'AEWA s'était engagée à fournir une contribution de 1,3 million de \$US dont 800 000€ n'avaient pas encore été versés. M. Lenten a demandé à tous les pays présents de soutenir ce projet qui était un des plus grands à ce jour élaborés dans la famille de la CMS.

86. Florian Keil (administrateur chargé de l'information, AEWA) a fait un exposé sur le projet "Wings over Wetlands". La vidéo associée produite par le conseiller technique en chef du projet, Edoardo Zandri, a été projetée pendant la pose déjeuner du deuxième jour de la réunion. L'Unité de coordination du projet (PCU) avait été formée au bureau de Wetlands International à Wageningen en juillet 2006 et le projet lui-même avait été lancé à une conférence de presse à Bonn en novembre de la même année. Le site Web était presque prêt et serait bientôt en ligne.

87. WOW était un projet de partenariat auquel participaient Wetlands International, BirdLife International, Ramsar, l'AEWA et le PNUE/CMSC avec de nombreux partenaires nationaux et locaux. Un élément important du projet était l'"outil du réseau de sites critiques" qui combinait les bases de données existantes gérées par Wetlands International, BirdLife International et le PNUE/CMSC et avait pour but d'aider les décideurs.

88. Le projet comprenait 11 éléments de démonstration, chacun portant essentiellement sur la meilleure pratique de gestion des zones humides. Les directeurs de projet avaient visité tous les lieux et le financement commençait à arriver. Des précisions sur s'ensemble des 11 sous-projets seraient postés sur le site Web. Cependant, il fallait plus d'argent pour la création de moyens d'action et le « kit d'outils » sur la formation à injecter dans ce domaine. Il était important d'instiller le concept d'une "approche d'itinéraire aérien" dans toute la zone du projet. Un certain nombre de nœuds régionaux étaient en cours de création au titre du projet (à Moscou, Almaty, Dakar, Amman et Nairobi).

89. Andreas Streit (Eurobats) s'est référé à son rapport écrit (Inf Doc 10.1) et a indiqué que les récents changements institutionnels d'Eurobat, à savoir : la création d'un Comité permanent séparé et plus petit pour traiter des questions administratives avait été un succès. Le Comité technique était maintenant à même de se concentrer sur les questions scientifiques. Une nouvelle publication sur la protection des sites souterrains avait pu être produite grâce au soutien des gouvernements du R-U et des Pays-Bas (des exemplaires étaient disponibles à la réunion).

90. Des rapports écrits avaient également été reçus de l'IOSEA et d'ACCOBAMS. Le rapport du secrétariat d'ASCOBAMS avait été différé et serait repris avec le rapport sur la fusion (point 8.2).

## **Point 8 de l'ordre du jour : Ressources**

### **Point 8a de l'ordre du jour : Personnel et organisation du Secrétariat : vers la future structure de la CMS**

91. Le secrétaire exécutif a présenté le document CMS/StC32/7 intitulé «Vers la nouvelle structure de la CMS » qui, a-t-il expliqué, était un document de débat indiquant des options possibles pour l'évolution de l'organisation. Toute décision devrait être prise par la CdP mais il serait utile de faire démarrer le débat maintenant. Il a suggéré que les propositions contenues dans le document, qui étaient radicales mais réalistes, impliqueraient des coûts supplémentaires mais assureraient la meilleure utilisation possible des ressources. Le document portait également sur deux autres questions : l'utilisation flexible de consultants et de stagiaires sur une base ad hoc pour couvrir les besoins en personnel du Secrétariat et la question de délégation d'autorité dont on débattait au sein du PNUE pour donner aux secrétariats des MEA une plus grande autonomie sur les questions de routine ayant trait aux finances et au personnel. A la fin, la forme adoptée dépendrait de ce que les Parties penseraient pouvoir se permettre. Il a souligné que des décisions n'étaient pas recherchées par le Comité sur les futurs niveaux budgétaires, les nœuds régionaux ou les moyens précis d'établir des synergies plus importantes au sein de la famille de la CMS. Celles-ci devraient être adoptées plus tard, principalement par la CdP. Cependant, il a demandé au Comité de ne pas «arrêter» les options : continuer à utiliser des consultants au cours de l'année prochaine faciliterait cela. Il espérait également que le Comité ferait démarrer les événements vers un accord écrit avec le PNUE sur la délégation financière et administrative qui avait été recommandée dans les rapports des auditeurs de l'ONU et qui améliorerait l'efficacité.

92. La CMS progressait en s'appuyant sur un Plan stratégique solide, a-t-il affirmé, approuvé par les Parties à CdP8 qui traçait le chemin de la Convention jusqu'à 2011. Cependant, il y avait eu un déséquilibre entre les politiques adoptées et les ressources disponibles pour leur mise en œuvre malgré l'augmentation relativement importante en pourcentage du budget. L'écart était le mieux illustré par la liste de projets contenue dans Inf Doc 12 qui exigeait plusieurs millions d'euros en contributions volontaires si on voulait les réaliser. Le montant reçu d'1,3million d'€ était encourageant et représentait une grande amélioration par rapport aux années précédentes, mais il y avait encore un fossé entre les ressources et le programme approuvé. Le budget approuvé en 2005 n'avait pas permis d'augmenter les effectifs, d'où l'usage plus important de consultants à court terme. Le recrutement d'administrateurs professionnels juniors par la CMS ne s'était pas matérialisé malgré une décennie d'efforts dans cette direction.

93. La CMS avait connu une période de croissance rapide à la fois en termes de Parties (qui atteindraient vraisemblablement 110 avant la prochaine CdP) et de MdE et d'Accords régionaux. Une grande partie de la croissance avait eu lieu en dehors du cœur de l'Europe et de l'Afrique. Des accords de partenariat avec des ONG et des organismes de l'ONU avaient également accru l'influence potentielle de la Convention. La CMS s'impliquait également davantage dans les questions mondiales comme le changement climatique, la pollution marine, l'utilisation durable et la gouvernance environnementale (voir les points de l'ordre du jour précédents). Comme la charge de travail de la Convention avait augmenté et changeait, le Secrétariat devait être construit de la façon la plus convenable pour soutenir une mise en œuvre la plus efficace possible de la Convention. Un plus grand usage de TI pourrait réduire le nombre des réunions, ce qui économiserait le temps et l'argent. Avec le nombre croissant d'accords, il a suggéré qu'il était temps de reconsidérer la façon de gérer les différents instruments et d'aborder le problème de pays situés aux intersections de divers accords (par exemple l'Espagne et le Portugal tombant des zones d'accord d'instruments communs comme ACCOBAMS, ASCOBANS et le MdE sur les cétacés de l'Afrique de l'Ouest).



94. A partir des points clés du document, le secrétaire exécutif a souligné le paragraphe 16 qui exposait la nécessité de moderniser les structures et d'étendre la capacité du Secrétariat hors de son Administration centrale. La Convention Ramsar avait choisi une approche centralisée des régions mais ceci entraînait des coûts et le secrétaire exécutif a exprimé la crainte que si la CMS continuait de s'étendre comme elle le faisait, l'organisation aurait la tête trop lourde. Il a estimé qu'il y avait un argument en faveur du placement de certains effectifs plus près des points clés chauds. L'expérience qui consistait à avoir un petit centre à Bangkok gérant le MdE sur les tortues marines de l'IOSEA s'était révélée un succès et il plaidait en faveur de l'exploration de la possibilité de collaborer avec d'autres MEA. Le paragraphe 24 donnait des exemples de lieux possibles pour des nœuds satellites. Etant donné le projet sur les antilopes sahélo-sahariennes, les MdE sur l'éléphant, la tortue marine et le récent sur les petits cétacés, ainsi que l'Accord sur le gorille, l'Afrique était un candidat de premier ordre. Panama avait d'excellentes installations où le PNUE pouvait accueillir un petit nœud pour servir de centre à l'Amérique latine qui avait récemment conclu deux MdE (sur les oiseaux de prairie et sur l'oie à tête rousse) avec la perspective d'un troisième (les flamants) prochainement. Le SPREP pourrait avoir un rôle similaire dans le Pacifique. Le paragraphe 36 traitait des futures fonctions du Siège de Bonn qui comporterait l'information, la collecte de fonds et les publications, ces services étant partiellement partagés entre la CMS, l'AEWA et Eurobats. L'unité chargée de la science, des données, de la politique maritime et générale (responsable des intrants en matière de changement climatique) serait également basée à Bonn. De récents contacts avec les autorités américaines et la collaboration avec d'autres MEA signifiaient qu'il était possible d'établir un petit bureau à Washington ou à New York.

95. Le papier proposait une structure qui entraînerait la création de 13 nouveaux postes, représentant une augmentation de seulement 11% du budget en raison des coûts inférieurs dans les pays en développement. Les modèles de coûts étaient basés sur des exemples réels (par ex. Apia, Samoa et Dakar, Sénégal) et avaient été soigneusement étudiés. Cependant, ils étaient cités comme exemple et non comme prescription. La plupart des nouveaux postes envisagés étaient à des grades professionnels inférieurs. La négociation des détails concernant les grades et les effectifs aurait lieu ultérieurement, et le secrétaire exécutif a suggéré que le premier examen des finances soit repoussé au deuxième jour de la session de clôture lorsque les délégués auraient eu le temps d'assimiler pleinement l'information.

96. Le président a ouvert la séance aux membres du Comité ne sollicitant alors que des commentaires généraux et des réactions initiales. Il a rappelé que le document portait sur trois différents aspects : l'utilisation flexible de stagiaires et de consultants, la délégation financière et administrative, la future structure du Secrétariat.

97. Mahamat Idriss (Tchad) a convenu que les délégués avaient besoin d'un certain temps pour donner une réponse circonstanciée. Trevor Salmon (R-U) a estimé que les trois aspects avaient différents niveaux de complexité, l'utilisation de stagiaires et de consultants était facile à approuver mais les plans de restructuration exigeaient une étude approfondie. Il a approuvé la création d'un groupe de travail entre les sessions mais il a ajouté qu'il serait optimiste d'espérer une approbation de toutes les propositions à la prochaine CdP. Il souhaitait également une plus large harmonisation et la prise en compte d'exercices de synergie. Isaac Roberto Angeles Lazo (Pérou) a remercié le Secrétariat d'avoir produit le document. Comme la version espagnole n'avait été disponible que récemment, il pensait qu'un exercice approfondi de consultations était nécessaire et en qualité de représentant de sa région il souhaitait avoir l'occasion de discuter sérieusement des propositions avec d'autres pays. Il s'est félicité de la proposition de former un groupe de travail. Christiane Paulus (Allemagne) a remercié le secrétaire exécutif pour son document qui faisait réfléchir. Elle a approuvé le R-U estimant que les Parties avaient besoin d'un certain temps pour réfléchir aux options envisagées. Les Parties devraient avoir de nombreuses questions à poser et elle ne croyait pas que plus d'engagement dans les régions signifiait nécessairement que des nœuds régionaux devaient être créés ; d'autres modèles devaient être envisagés, une série de petits bureaux

disséminés dans le monde pourrait freiner les synergies et ne pas être la structure la plus efficace pour un Secrétariat de la taille de la CMS.

98. Cheryle Hislop (Australie) a félicité également le Secrétariat pour son document exploratoire. Le débat avait commencé en Océanie. Elle a estimé que la nouvelle structure devait être efficace et saine financièrement. La création de nœuds régionaux était un départ significatif du statu quo selon lequel les Parties devraient décider à la CdP. Le projet de proposition avait besoin d'être élaboré mais elle a estimé que le document présenté à la CdP n'avait pas besoin de l'approbation du Comité permanent. Les solutions alternatives aux nœuds régionaux devraient être pleinement explorés. L'utilisation de stagiaires et de consultants semblait indiscutable et devrait continuer.

99. Volodymyr Domashlinets (Ukraine) a félicité le Secrétariat pour son document détaillé qui portait sur la complexité des questions. Il a estimé que la proposition devait être examinée avec soin et qu'un groupe de travail devrait être établi avant la CdP9. Les secrétariats d'accords régionaux devraient également y participer. Véronique Herrenschmidt (France) a félicité le Secrétariat d'avoir pris le temps de produire un document aussi valable, soulignant certaines options avant la Convention. Elle aussi pensait que des solutions alternatives devaient être pleinement explorées et que tous les membres de la Convention devaient participer pour élargir le nombre de personnes soutenant les propositions et atteindre enfin un consensus sur la façon de procéder à CdP9. Les synergies internes devaient être maximisées mais elle a rappelé un débat précédent sur la centralisation de tous les secrétariats d'accords, et qu'en dernier lieu il avait été décidé de laisser ACCOBAMS à Monaco. Martin Lok (Pays Bas) s'est fait l'écho des commentaires précédents et a félicité le Secrétariat pour le document : la nécessité du débat était un signe de succès pour la CMS. En tant qu'« entreprise » à succès, la CMS devait maintenant se tourner vers l'avenir. Il aimait particulièrement l'approche multi-espèces pour les futures structures mais désirait aussi avoir du temps pour réfléchir à d'autres options et profiter de l'expérience de la fusion CMS-ASCOBANS. Il a proposé, la réunion a approuvé cette proposition, que la période avant la CdP soit utilisée pour élaborer un mandat à l'intention d'un groupe de travail qui serait créé à la CdP et qui pourrait se pencher en même temps sur le Plan stratégique.

**ACTION :** Le Secrétariat doit mettre en place un groupe de travail électronique pour préparer un document d'analyse et le mandat pour considération par la CdP9.

#### **Point 5 de l'ordre du jour : Plan stratégique de la CMS 2006-11 (suite)**

#### **Point 5c de l'ordre du jour : Plan stratégique de la CMS (Résolutions 8.2 et 8.5) : Rapport sur les progrès effectués par les Accords**

100. Le secrétaire exécutif adjoint, Lahcen El Kabiri a présenté le Doc CMS/Stc32.5 ayant trait à deux résolutions de CdP8. La Résolution 8.2 avait établi le Plan stratégique révisé et invité les accords à en débattre avec leurs organes consultatifs. La Résolution 8.5 traitait des accords existants et futurs ainsi que de l'harmonisation de leurs plans d'action avec celui de la Convention mère. Parmi les accords, c'est l'AEWA qui avait fait le plus de progrès en développant un planning stratégique et la question avait été débattue au Comité permanent de l'AEWA. Andreas Streit (Eurobats) a expliqué que bien que son accord n'ait pas de plan stratégique, il avait un plan de conservation et de gestion qui avait essentiellement le même but.

101. Il a été demandé au Comité permanent de donner son avis, étant donné que le planning stratégique était lié à la gouvernance environnementale et à la future structure de la Convention. Il a été convenu de continuer à rechercher les résultats des accords et à examiner les progrès effectués par l'AEWA compte tenu des termes de la résolution. Bert Lenten (AEWA) a fait remarquer que

produire un plan stratégique était un outil de gestion précieux pour mesurer les progrès et identifier de possibles synergies avec d'autres organisations, la CMS en premier lieu.

#### **Point 9 de l'ordre du jour : Suivi des décisions en cours de StC31 et CdP8 (suite)**

#### **Point 9c de l'ordre du jour : Accords de l'Article IV (Résolution 8.5) y compris la future Stratégie**

102. Le secrétaire exécutif a expliqué que le départ de l'administrateur chargé des Accords avait signifié qu'aucun document n'avait été produit pour couvrir ce point. Un document était sur le point d'être rédigé pour exposer la situation actuelle. Il serait diffusé avant la prochaine réunion du Comité permanent en 2008. De nouvelles directives étaient nécessaires pour cet aspect important du développement de la Convention. En ce qui concernait les finances, il était clair que les futurs MdE devraient être plus indépendants financièrement étant donné que la Convention mère ne pourrait pas automatiquement fournir des services de secrétariat en puisant dans ses propres ressources. Une option pourrait être pour chaque MdE d'avoir une Partie agissant en tant que "champion", à la fois pendant et après négociation comme l'Australie l'avait fait pour le MdE sur les cétacés des îles du Pacifique. La Convention pourrait faire le suivi de la conclusion d'un MdE avec un projet ciblé si les ressources le permettaient.

103. La réunion de négociation de l'Accord sur les gorilles avait passé une résolution qui demandait au Comité permanent de donner mandat au Secrétariat de la CMS de fournir un soutien administratif intérimaire, GRASP fournissant des conseils techniques, et de prendre des dispositions pour la première réunion des Parties. La rapide négociation de l'accord signifiait qu'il restait encore un peu d'argent. L'accord était le premier à inclure des dispositions spécifiques pour des synergies avec des organisations similaires. Le Comité permanent a convenu de donner au Secrétariat le mandat requis.

104. John Hilborn (administrateur chargé des Accords) a résumé la position du Secrétariat concernant les négociations actuelles et futures pour les instruments. D'autres réunions seraient nécessaires pour finaliser les MdE sur les cétacés d'Afrique de l'Ouest et sur les rapaces du monde. Une réunion d'exploration préliminaire a été prévue pour décembre aux Seychelles pour examiner les options concernant les requins, avec un MdE au titre de la CMS comme l'un des choix possibles. La seconde réunion des signataires du MdE sur la grande outarde était prévue de même qu'une réunion des signataires du MdE sur les tortues marines d'Afrique et la cinquième réunion du MdE de l'IOSEA. La première MOP l'Accord sur les gorilles serait entièrement intégré avec la CdP9 de la CMS. La date d'une réunion pour un MdE sur les tortues marines du Pacifique qui aurait lieu à Samoa était encore à définir. Il n'y avait pas assez de fonds dans le budget central pour couvrir toutes ces réunions.

105. Cheryle Hislop (Australie) a demandé des éclaircissements sur la préférence du Secrétariat suite à la réunion sur les requins, étant donné qu'un accord, un MdE et un partenariat semblaient être retenus. John Hilborn a déclaré que le Secrétariat était ouvert à toute solution mais qu'il demanderait à la réunion d'explorer soigneusement le cas pour quelque sorte d'instrument que ce soit sous les auspices de la Convention.

106. Christiane Paulus (Allemagne) a demandé si le Secrétariat avait suffisamment de personnel pour gérer l'ambitieuse liste de réunions prévues et si une priorité plus élevée était attribuée à l'application des instruments existants ou à la négociation de nouveaux au cours de la CdP.

107. Le secrétaire exécutif a déclaré que le Secrétariat pouvait faire face au nombre de réunions, mais sans doute pas plus. Le financement était assuré pour la réunion sur les requins en décembre 2007, celle sur la grande outarde en Ukraine et celle sur les tortues d'Afrique de l'Ouest à Dakar.

L'IOSEA s'autofinçait et le coût de la réunion sur les gorilles serait substantiellement réduit par la décision de la tenir conjointement avec la CdP. Il était anxieux de maintenir l'élan gagné au WATCH et envisagerait soit de terminer les négociations par correspondance soit en combinant la réunion avec le MdE sur les tortues d'Afrique. Les Emirats arabes unis avaient offert d'accueillir la deuxième réunion sur les rapaces mais un financement était demandé (la réunion de Loch Lomond avait coûté 250 000\$). Il était prévu de tenir la réunion sur les tortues marines du Pacifique dos à dos avec le MdE PIC. L'Australie avait promis d'appuyer la réunion, mais des fonds supplémentaires étaient nécessaires.

## **Point 8 de l'ordre du jour : Ressources**

### **Point 8b de l'ordre du jour : Fusion du Secrétariat de la CMS et d'ASCOBANS : Progrès**

108. Abordant le point 6e, le rapport d'ASCOBANS, ainsi que le point 8b, un compte rendu des progrès de la fusion de la CMS et d'ASCOBANS, Marco Barbieri a parcouru les principales questions figurant dans Inf Doc 10.7. Les principales activités au cours de l'année passée avaient été la conclusion de MOP5 qui avait accepté la fusion, la troisième réunion du Groupe Jastarnia de Copenhague, le Comité consultatif de Saint-Sébastien et les ateliers co-organisés avec la Société européenne des cétacés sur les parcs d'éoliennes et les critères de sélection pour les zones marines protégées ainsi que les ateliers ASCOBANS/HELCOM sur la génétique et la structure de la population, à Bonn. Des progrès étaient accomplis concernant un Plan d'action pour la mer du Nord semblable au Plan Jastarnia pour la Baltique.

109. ASCOBANS avait appuyé la réalisation d'un projet d'enquête acoustique dans la Baltique par une contribution volontaire allemande avec des événements associés en Suède et en Finlande. Comme au cours des années précédentes, la Journée internationale du marsouin de port de la Baltique avait été célébrée sous les auspices d'ASCOBANS dans toute la région de la Baltique. Le Secrétariat avait notamment organisé un événement à Cologne. Un bulletin avait été produit en juin et un autre devait être publié prochainement. Le personnel du Secrétariat avait participé à des événements en mer de Wadden et à Stralsund (en rapport avec YOD) et à la MOP d'ACCOBAMS à Dubrovnik.

110. Marco Barbieri (administrateur chargé des questions scientifiques et techniques) a présenté le Doc CMS/StC 32.8 sur la fusion effectuée le 1er janvier 2007 et mentionnant les nouvelles dispositions relatives au personnel l'impliquant, un coordinateur consacrant 75% de son temps de travail à ASCOBANS et le reste à la CMS sur des questions relatives aux mammifères marins avec l'aide d'un consultant et d'un assistant administratif à temps partiel.

111. La fusion avait permis aux synergies entre la CMS et ASCOBANS d'être renforcées et le rôle conjoint du coordinateur étendait le potentiel de contact d'ASCOBANS. Pour ce qui était des travaux de la CMS, le coordinateur avait joué un rôle de pivot en organisant WATCH. Un ajustement du temps du personnel entre ASCOBANS et la CMS s'était révélé nécessaire pour régler de petits problèmes et pour traiter des tâches supplémentaires demandées par le Comité consultatif concernant les comptes. Bien que la fusion ait été approuvée à l'unanimité, un scepticisme résiduel s'était manifesté en ce qui concernait les nouvelles dispositions dans certaines parties de l'électorat d'ASCOBANS. A certaines occasions cela avait tourné à l'hostilité qui avait fait obstacle au progrès. Le gouvernement des Pays-Bas avait promis un financement pour une étude de la fusion.

112. Le document contenait cinq points que le Comité permanent devait examiner : noter les progrès accomplis à ce jour, confirmer son soutien de la fusion, exprimer une appréciation des travaux de l'administrateur chargé des mammifères marins, remercier le gouvernement des Pays-Bas pour son offre de financement de l'étude de la fusion et demander aux Parties à ASCOBANS de ne plus faire de demandes au Secrétariat concernant des questions précédant la fusion.

113. Le président a mentionné d'abord qu'une réunion utile avait été tenue immédiatement la veille du Comité permanent avec le président du Comité consultatif d'ASCOBANS et il a alors déclaré qu'il pensait que les quatre premiers points étaient simples. Christiane Paulus (Allemagne) a convenu que la réunion avait été utile aidant à identifier les moyens de faire d'autres progrès avec le nouveau secrétariat jusqu'à la prochaine MOP et en abordant les préoccupations exprimées par les critiques de la fusion. Cependant, elle a estimé qu'il était inapproprié que le Comité permanent de la CMS adresse des demandes aux Parties à ASCOBANS. Alison Wood (WDCS), rappelant à la réunion les intrants du WDCS et autres ONG à ASCOBANS, a instamment demandé aux Parties de regarder vers l'avenir plutôt que vers le passé et de consacrer plus de temps et d'efforts à la conservation plutôt qu'aux questions administratives. Martin Lok (Pays-Bas) s'est félicité du rapport et a remercié le Secrétariat d'avoir guidé ASCOBANS dans une période troublée. Il a convenu que des progrès avaient été faits et a appuyé le point de vue du WDCS selon lequel plus de temps devrait être consacré à l'avenir et la conservation. Il a demandé que le cinquième point soit supprimé ou réécrit, la confiance des sceptiques serait mieux gagnée si la question restait ouverte.

114. En résumé, le président a déclaré que l'avenir d'ASCOBANS intéressait à la fois les Parties à la CMS et celles à ASCOBANS, et a estimé qu'un dialogue ouvert et positif serait ce qu'il y aurait de mieux pour l'avenir. Les Recommandations (a) – (d) dans le document ont été approuvées. La Recommandation (e) devrait être exprimée d'une manière positive – c'est à dire que les Parties au Secrétariat et à ASCOBANS devraient résoudre les questions en suspens sur les comptes de 2005 dès que possible et se concentrer sur les questions substantives de conservation pour maximiser les synergies maintenant disponibles grâce à la fusion.

#### **Point 8c de l'ordre du jour : Situation des Fonds d'affectation spéciale de la CMS 2006-2008**

115. Lahcen El Kabiri a présenté le document CMS/StC32/9 exposant la situation des deux Fonds d'affectation spéciale de la CMS et montrant une image généralement favorable. Il a indiqué que 40% des Parties à la CMS versaient régulièrement leurs cotisations annuelles. Du reste, 15% avaient choisi de faire un paiement unique pour la période triennale, 15% étaient légèrement en retard dans le versement de leurs cotisations et 30% avaient des arriérés. Le Comité avait recherché la meilleure mesure à prendre pour ce qui était des arriérés. L'Annexe III du document montrait les résultats des efforts accomplis pour persuader les Parties de faire des contributions volontaires. L'Annexe IV exposait en détail les dépenses.

116. Christiane Paulus (Allemagne) a demandé où les coûts du recrutement des consultants pouvaient être trouvés dans les tableaux et s'est inquiétée de constater que la ligne budgétaire relative aux voyages avait déjà dépassé de 22% le montant prévu, deux mois avant la fin de l'année. Le secrétaire exécutif a expliqué que le recrutement de consultants apparaîtrait à différentes lignes budgétaires et les dépenses de voyage avaient dépassé le montant prévu en raison des besoins du Secrétariat en matière de déplacements comme indiqué dans le plan de travail. Tous les efforts ont été faits pour réduire le nombre des effectifs assistant aux réunions ou en assurant le service. La Convention avait été aidée par le passage du dollar US à l'euro et par le prompt versement par la France et l'Australie de leurs contributions. L'Argentine avait promis de payer ses arriérés.

117. Le président recherchait des avis sur les mesures appropriées à prendre par les Parties concernant les arriérés, le non paiement ayant posé des problèmes de trésorerie d'une autre MEA. Le Secrétariat a noté que la suspension des droit de vote et le retrait des subventions de voyage avaient été envisagés dans le passé et que d'autres recommandations pourraient être appropriées à la prochaine CdP.

**ACTION :** Le Secrétariat doit préparer un document d'options pour considération par la CdP9.

## **Point 8d de l'ordre du jour : Collecte de fonds**

118. Le secrétaire exécutif a attiré l'attention sur l'Annexe 3 du document CMS/StC32/9 et sur la liste de projets (Inf 12). Il était heureux de faire état de niveaux records de contributions volontaires qui avaient augmenté par un facteur de trois. De nouvelles contributions venaient d'être confirmées par la France pour les gorilles et les éléphants d'Afrique. Cependant, davantage de fonds seraient nécessaires si tous les projets inscrits à Inf Doc 12, totalisant 5,25 millions d'€ devaient être réalisés.

119. Le projet sur les antilopes sahélo-sahariennes a été financé par des subventions du Fonds Français pour l'Environnement Mondial et par 2 millions d'€ de la Commission européenne. L'équivalent de 0,5 million d'€ avait été reçu de TUI et le secteur privé avait fourni un soutien supplémentaire en nature. Le PNUE avait aussi fourni des subventions.

120. Les "Amis de la CMS" avaient obtenu des subventions de Bayer et de la Lufthansa et avaient convenu de rendre les fonds disponibles pour les travaux sur le projet sur le gorille dans le bassin du Congo. Le professeur Klaus Töpfer avait quitté la présidence des Amis de la CMS et avait été remplacé par le professeur Niekisch, mais poursuivait son association en tant que parrain.

121. Le délégué péruvien a exprimé ses remerciements au Secrétariat pour le succès de son programme de collecte de fonds.

## **Point 9 de l'ordre du jour : Suivi des décisions en suspens de StC31 et CdP8**

### **(a) Point 9a de l'ordre du jour : Examen des recommandations de ScC14 y compris les projets de petites subventions**

122. Marco Barbieri a ajouté quelques brefs commentaires au rapport de la 14<sup>ème</sup> réunion du Conseil scientifique. Avec 80 participants cela avait été la plus importante réunion du Conseil mais des restrictions de crédits n'avaient pas permis d'aider financièrement tous les conseillers éligibles. En réponse à la demande d'examiner son modus operandi, le Conseil avait décidé de renforcer ses travaux entre les sessions par des groupes de travail régionaux taxonomiques et thématiques. En particulier, des groupes de travail thématiques avaient été créés, un pour les prises accidentelles (dirigé par Barry Baker, conseiller nommé), un pour le changement climatique (dirigé par Colin Galbraith, vice-président du Conseil), un pour la pathologie des espèces migratrices (dirigé par Robert Schlatter, conseiller nommé) et un pour l'utilisation durable (dirigé par Pierre Devillers, vice-président du Conseil).

123. La réunion avait examiné des candidatures d'espèces pour une inscription sur les Annexes de la CMS, dont plusieurs espèces d'oiseaux, des mammifères terrestres, des requins et des cétacés. Le Conseil avait notamment examiné et approuvé des projets de proposition d'inscription sur les listes de plusieurs espèces de mammifères terrestres et de cétacés pour lesquelles les Parties intéressées par une soumission officielle pour examen par la CdP devaient être identifiées. Des plans d'action pour les espèces d'oiseaux migrants d'Afrique seraient élaborés grâce à un financement de l'Italie et le mandat pour les études sur les obstacles à la migration et les prises accidentelles avait été approuvé. Le rapport avait également formulé une déclaration officielle pour le soutien de la recommandation de la Conférence d'Edimbourg "Waterbirds around the World", dont les travaux avaient été récemment publiés. La réunion a noté cette mise à jour.

**Point 9b de l'ordre du jour : Rapports nationaux, Système de gestion de l'information et TI (Résolutions 8.9, 8.10 & 8.24)**

124. Francisco Rilla (administrateur chargé de l'information et de la création de moyens) a présenté le document CMS/StC32/13. Il a déclaré que la CMS s'appuyait sur des renseignements fiables provenant de ses Parties sur lesquels elle fondait ses décisions et CdP8 avait convenu d'un examen du format des rapports. Deux exercices étaient conduits en parallèle, l'un relatif à l'harmonisation dans la famille de la CMS et les Conventions sur la biodiversité et un autre sur les progrès de rapports en ligne. Le Conseil scientifique avait été consulté et le Secrétariat avait élaboré un formulaire de rapport qui pouvait être déchargé soit en tant que document Word soit complété en ligne. On avait demandé ensuite au Comité permanent d'approuver le nouveau format.

125. Cheryle Hislop (Australie) a déclaré qu'elle approuvait la décision relative au rapport en ligne et a demandé qu'un document d'information sur une initiative lancée en Océanie soit déposé.

126. Gerardo Fragoso (WCMC) a souligné cinq avantages du rapport en ligne : c'était un processus permanent, on ne se bousculerait donc pas pour les rapports au cours d'une réunion ; tout expert autorisé pourrait soumettre des rapports, ce qui allègerait le travail du correspondant ; le système pourrait automatiquement générer des rapports et archiver les anciennes données ; le système était adaptable, ainsi de futurs MdE pourraient être ajoutés sans difficulté et les pays préférant ou ayant déjà utilisé les anciennes méthodes moins élaborées pourraient encore le faire. Des raffinements supplémentaires auraient pu être introduits pour traiter les spécificités de pays tels que le R-U et la France qui ont un certain nombre de territoires outremer dans différentes parties du monde.

127. Trevor Salmon (R-U) avait un certain nombre de commentaires à faire dont il pouvait débattre avec le Secrétariat. Il estimait que quelques questions étaient superflues et qu'on devait prêter plus d'attention aux résultats plutôt qu'aux intrants des rapports. Le Secrétariat a par la suite fait savoir que la plupart des commentaires avaient été acceptés étant donné qu'ils concernaient des détails plutôt que la structure.

128. Francisco Rilla a exposé le calendrier pour la production de la version finale, laquelle, après avoir été traduite en espagnol et en français, serait disponible en décembre, à temps pour que les Parties puissent commencer à préparer leur rapport pour la CdP9. Le Secrétaire exécutif a déclaré que le format faisait essentiellement l'objet d'essais et de tests.

129. La réunion a approuvé les recommandations de CMS/StC32/13.

**Point 9e de l'ordre du jour : Rapport de situation des itinéraires aériens (StC31)**

130. Anne Devillers (assistante spéciale, Secrétariat de la CMS) a fait un exposé sur les itinéraires aériens et a présenté le document détaillé du Secrétariat (CMS/StC32/16). Ceci avait été demandé à la réunion précédente du Comité permanent.

131. Elle a expliqué que le concept d'itinéraires aériens était apparu pour la première fois en Amérique et s'était étendu à l'Eurasie. Il était habituellement utilisé pour les oiseaux d'eau et les oiseaux du littoral. Boere et Stroud avaient établi cinq régions avec quelques chevauchements. Celles-ci étaient : l'Afrique-Eurasie (cf AEWA) ; l'Asie centrale ; l'Asie orientale et l'Australasie (dont l'Alaska) – cet itinéraire aérien était l'objet d'un partenariat de type II et une réunion des Etats de l'aire de répartition avait eu lieu à Beijing juste après le Comité permanent ; les Amériques (divisées en quatre itinéraires aériens secondaires) et le Pacifique.

132. Le secrétaire exécutif a ajouté qu'un Plan d'action concernant l'itinéraire aérien d'Asie centrale (CAF) était sur le point d'être publié dans le cadre d'un accord trilatéral entre la CMS, Wetlands International et le gouvernement indien. Le document aurait besoin d'être affiné et l'entrée en Amérique étendue, le Conseil scientifique devrait y participer. L'objectif serait d'élaborer une résolution pour CdP9 afin d'identifier les priorités pour la CMS dans les itinéraires aériens, le CAF et les itinéraires aériens d'Asie orientale/Australasie étant les choix les plus vraisemblables.

133. Christiane Paulus (Allemagne) se rendait compte du problème potentiel de la prolifération d'accords et l'Allemagne n'avait pas encore abandonné l'idée d'un lien entre l'AEWA et le CAF. Elle n'était donc pas encore prête à approuver le côté politique du document. Elle avait également le sentiment que le paragraphe 22 du document CMS/StC32/16, Examen stratégique des itinéraires aériens, ne rend pas compte de manière adéquate des accomplissements d'AEWA et a signalé que contrairement à l'affirmation contenu dans le papier, les régions d'AEWA et de la CAF se chevauche géographiquement. Elle a ajouté que des Etats de l'aire de répartition ayant participé à la réunion de New Dheli en juin 2005 ont exprimé une préférence pour l'intégration du plan d'action de la CAF à l'AEWA sous forme d'un instrument juridiquement contraignant.

134. Cheryle Hislop (Australie) s'est félicitée du rapport sur les itinéraires aériens mais ne pouvait approuver la formulation du projet actuel en ce qui concernait l'itinéraire aérien Asie orientale et Australasie ou celui du Pacifique. Elle a approuvé l'idée d'un accord de la CMS séparé pour le CAF mais le détail des dispositions devrait être laissé aux Etats de l'aire de répartition. L'intérêt de la CMS en tant que partenaire dans l'itinéraire aérien Asie orientale et Australasie a été bien accepté mais les Etats de l'aire de répartition qui étaient là, dont plusieurs n'étaient pas Parties à la CMS, devraient déterminer le rôle précis de la Convention.

135. Trevor Salmon (R-U) était réticent au sujet du lancement d'autres instruments sur les itinéraires aériens quand des considérations stratégiques plus importantes devaient être résolues. La requête pour "identifier les priorités immédiates pour les itinéraires aériens où les Etats de l'aire de répartition et le Secrétariat devraient concentrer leur attention sur la période 2007-8, avant la prochaine CdP" semblait prématurée. En tout état de cause, le Conseil scientifique et la CdP devraient être consultés. Il faudrait également tenir compte des leçons apprises d'autres initiatives sur les itinéraires aériens.

136. Bert Lenten (AEWA) répondant aux commentaires du paragraphe 22 du document selon lesquels les succès de l'AEWA étaient avant tout ceux d'un processus, a souligné que la critique pouvait être appliquée à d'autres MEA, mais l'AEWA s'efforçait de se concentrer davantage sur les résultats pour atteindre les objectifs de 2010.

137. L'itinéraire aérien d'Asie centrale couvrait 30 pays, dont 16 étaient des Etats de l'aire de répartition de l'AEWA. La coopération entre les itinéraires aériens serait souhaitable, mais la compétition serait nuisible. Les lignes de démarcation des routes de migration étaient définies moins clairement pour les oiseaux et les cétacés que pour les gorilles, et l'AEWA couvrant 600 différentes populations d'espèces avec 600 itinéraires aériens différents, bien que certains soient les mêmes.

138. Le secrétaire exécutif a convenu que les questions politiques devaient être clarifiées par la prochaine CdP. Il a rappelé à la réunion que, alors que la précédente CdP avait approuvé le concept d'un plan d'action immédiat pour le CAF, elle n'avait elle-même fait aucune recommandation en faveur d'une fusion CAF et AEWA. La CdP avait demandé au Secrétariat, en consultation avec le pays leader (Inde) de considérer comment elle pourrait obtenir les vues officiels des Gouvernements des Etats de l'aire de répartition en vue d'une option légale et constitutionnelle. Il y avait des considérations financières comme il était peu vraisemblable qu'il y ait d'autres MdE financés par le



budget central de la CMS. Etablir une liaison entre le CAF et l'AEWA serait mettre le fardeau financier sur l'Europe, aussi y avait-il des arguments pour d'autres options à considérer. Il tenait compte de la mise en garde de l'Australie qui estimait que ce n'était pas le moment de se presser pour une action pour l'itinéraire aérien du Pacifique, et acceptait qu'après les efforts précédents pour trouver la formulation idéale pour décrire la participation de la CMS dans l'itinéraire aérien de l'Asie orientale et de l'Australasie, la formulation devait être retenue exactement comme convenu au Comité permanent en 2005.

139. Cheryle Hislop (Australie) a suggéré que le document soit divisé en deux parties (ceci a été approuvé par le R-U). La réunion a invité le Secrétariat à produire (a) un rapport de situation factuel et un examen et (b) un document séparé sur la politique et les options relatives aux itinéraires aériens. Le Comité pourrait approuver le premier mais réfléchir sur les implications politiques afin de prendre une décision à la CdP9. A la suggestion de Christiane Paulus (Allemagne) les Parties seraient invitées à soumettre leur point de vue au Secrétariat, et un groupe de travail électronique composé de membres du Comité permanent serait formé. Le secrétaire exécutif a pensé que l'on pourrait demander à un consultant de terminer le document et le mandat serait préparé.

**ACTION :** Le Secrétariat doit préparer le papier en deux parties mentionné ci-dessus pour considération à la CdP9.

#### **Point 9d de l'ordre du jour : Progrès accomplis concernant les antilopes sahélo-sahariennes depuis StC31**

140. Lahcen el Kabiri (secrétaire exécutif adjoint) a présenté le CMS/StC32/15/Rev.2 qui faisait suite à un document soumis à la 28<sup>ème</sup> réunion du Comité en 2005 avant la dernière CdP. Le premier stade du projet sur les antilopes avait été convenu avec la France avec un financement du FFEM. Le projet faisait participer 14 Etats et le plan énumérait des activités pour chacun d'eux en un certain nombre de catégories. Beaucoup d'espèces étaient menacées et déclinaient. Des mesures prévoyaient la réintroduction d'animaux dans la nature et l'élaboration de données de base. Ce travail avait identifié jusqu'ici des poches inconnues avec de petits nombres d'animaux.

141. Comme cela avait fait précédemment l'objet d'un rapport, une mission conduite par le président du Conseil scientifique avait été envoyée au Niger pour enquêter sur des rumeurs de chasse. La mission n'avait pas été en mesure de confirmer les allégations de la presse, mais des espèces couvertes par le projet une seule avait des populations susceptibles d'intéresser des chasseurs. Les membres de la mission avaient eu des entretiens avec des officiels locaux et les avaient invités d'une façon pressante à assurer davantage de patrouilles sur des sites clés et à établir un mandat clair pour la délivrance de licences de chasse en dehors des zones sensibles.

142. La seconde phase du projet était financée par la Commission européenne et conduite par le IRSNB. Un administrateur L2 avait été engagé pour coordonner le projet, mais un autre partenaire ou donateur était nécessaire pour fournir les 175 000€ non encore collectés. Son centre géographique était le Termit et la frontière Tchad/Niger. Des reconnaissances aériennes indiquaient la nécessité d'établir une zone protégée. Une autre priorité était l'établissement de liens avec les populations locales sans le soutien desquelles le projet serait plus difficile à réaliser.

143. Mohammad Saud Sulayem (Arabie Saoudite) plaidait la prudence étant donné que beaucoup de personnes importantes apportaient des contributions importantes en faveur de la conservation et qu'il pourrait être très contreproductif de formuler des accusations générales. Une diplomatie paisible et des relations discrètes avec les autorités seraient préférables. Pierre Devillers (Conseil scientifique) a déclaré que le projet était le produit d'une action concertée de la Convention et avait déjà remporté des succès en découvrant une population inconnue jusqu'ici, en faisant du Termit une zone protégée et en réintroduisant des troupeaux captifs d'addax dans la nature. La subvention

de la Commission était le premier exemple de financement européen pour un projet de la CMS à partir de la ligne budgétaire dédiée aux initiatives de l'ONU et il espérait que les États de l'aire de répartition feraient des progrès, passant des déclarations aux mesures de conservation par l'intermédiaire d'un instrument.

144. Mahamat Idriss (Tchad) partageait les préoccupations de l'Arabie Saoudite au sujet des allégations de chasse et sur la meilleure façon de les traiter. Il a déclaré qu'il recevait constamment des renseignements sur la chasse, qu'il avait vu lui-même 30 dorcas chargées à bord d'un avion et que des carcasses avaient été trouvées. Les problèmes venaient du terrain difficile et du partage des responsabilités entre le ministère et le bureau de la présidence. Véronique Herrenschmidt (France) s'est félicitée des nouvelles positives et était convenue avec l'Arabie Saoudite qu'il fallait exercer le plus grand soin pour traiter les problèmes de chasse. Un plus grand nombre de donateurs étaient nécessaires pour réaliser pleinement le projet et elle a invité d'autres pays à y participer. Isaac Roberto Angeles Lazo (Pérou) a estimé que le problème de la chasse devait être affronté mais qu'une approche avec tact serait vraisemblablement plus efficace.

145. Mohammad Saud Sulayem (Arabie Saoudite) a demandé qu'une approche factuelle, scientifique, soit adoptée. Tout en reconnaissant que la chasse illégale avait presque certainement eu lieu, il suggérait que toute déclaration du Comité soit rédigée avec le plus grand soin là où il y avait des références aux incidents de chasse.

146. John Mshelbwala (Conseil scientifique) souhaitait clarifier la distinction entre son rapport et toute position adoptée par le Comité. M. El Kabiri (secrétaire exécutif adjoint) a reconnu que trouver les mots qui ne semblaient pas accusateurs dans ces circonstances serait difficile et que la discussion portait essentiellement sur les rapports contenus dans CMS/StC32/Inf.3. Ce document d'information était en fait établi pour la réunion du Conseil scientifique de la CMS qui s'était tenue en mars 2007 à Bonn à l'initiative du correspondant pour l'Action concertée sur les antilopes sahélo-sahariennes. En outre, les recommandations clés pour traiter les problèmes de chasse – relatifs à la surveillance et à la création de moyens – avaient déjà été appliquées par le Secrétariat depuis lors. Vladimir Lenev (Fédération de Russie) a reconnu que c'était une question sensible mais qu'une distinction devrait être faite entre diplomatie et science. Il était plus important de résoudre le problème et d'éviter des répétitions que de faire des accusations.

147. Véronique Herrenschmidt (France) a suggéré que la Commission européenne, le Niger et le Tchad devraient participer pleinement à la rédaction du rapport puisqu'ils étaient les Parties ayant le plus grand intérêt pour la question. Trevor Salmon (R-U) a estimé qu'il était important de faire comprendre que la chasse illégale et/ou non durable devait être éradiquée.

148. Le président a résumé le point 9d et conclu que le Comité pourrait approuver les mesures (a), (c) et (d) demandées par CMS/StC32/15/Rev.2. Sur la question de la chasse (b), le Comité a décidé de former un petit groupe de travail entre les sessions, comme suggéré par la France, dirigé par le Secrétariat, pour reformuler le document CMS/StC32/Inf.3 en utilisant un langage plus diplomatique.

#### **Point 9f de l'ordre du jour : Impacts nuisibles d'origine humaine sur les cétacés (Résolution 8.22, StC31)**

149. Marco Barbieri (administrateur chargé des questions techniques et scientifiques) a présenté un document (CMS/StC32/17) résumant les activités entreprises par le Secrétariat pour répondre aux dispositions spécifiques de la Résolution 8.22 relatives aux impacts d'origine humaine sur les cétacés et proposant un programme de travail pour permettre de répondre aux exigences de la Résolution 8.22 pour CdP9. La réunion a pris note du document.

## **Point 10 de l'ordre du jour : Projet d'ordre du jour pour la CdP9**

150. Un document (CMS/StC32/19) avait été diffusé à la réunion. Le secrétaire exécutif a entrepris d'en examiner les principaux points.

151. En ce qui concernait le point 8 (vue générale de l'application) il a suggéré qu'un orateur soit invité à faire une allocution et il a appelé à faire des suggestions concernant la personne à inviter. En ce qui concernait le point 16b (meilleure collaboration avec la FAO), l'occasion de mettre en valeur les liens du fait de la tenue de la CdP au Siège de la FAO devait être exploitée au maximum. Les thèmes principaux seraient la grippe aviaire, les requins et les prises accidentelles. Les thèmes politiques clés (point 17) étaient le changement climatique, la grippe aviaire, les cétacés, les itinéraires aériens et les animaux terrestres. Il a été également envisagé de tenir la première MOP sur l'Accord sur les gorilles immédiatement après la CdP.

152. Cheryle Hislop (Australie) a suggéré qu'on attribue au point 19 un autre nom pour qu'il soit clair que c'était la future structure de la Convention et pas seulement celle du Secrétariat qui serait débattue, et que l'examen de la fusion avec ASCOBANS ainsi qu'un point sur la priorité élevée des espèces marines migratrices devraient être ajoutés.

153. Mohammad Saud Sulayem (Arabie Saoudite) recherchait la confirmation que le comité des créances se réunirait à intervalles pendant la Conférence et ferait périodiquement rapport. Le secrétaire exécutif a confirmé que c'était le cas et que cela figurait dans le calendrier.

154. John O'Sullivan (BLI) a rappelé qu'il y avait eu des problèmes de calendrier à CdP8 qui ont eu pour conséquence la coupure de déclarations de bienvenue et d'ouverture, ce qui avait provoqué quelques ressentiments.

155. Le président a déclaré que l'ordre du jour resterait ouvert quelque temps aux amendements et que l'on tiendrait compte des commentaires.

## **Point 11 de l'ordre du jour : Dates et lieu de la 33<sup>ème</sup> réunion**

156. La prochaine réunion du Comité permanent aurait lieu juste avant la CdP. L'expérience suggérerait qu'elle ne durerait qu'une demi-journée. La date probable serait soit le 28 soit le 29 novembre et serait confirmée après consultation avec les hôtes.

## **Point 12 de l'ordre du jour : Questions diverses et clôture**

157. Le Secrétariat a confirmé qu'une réunion régionale en Amérique latine avant la CdP serait une bonne idée à condition que l'on trouve l'argent pour financer le voyage. La réunion pourrait aider à préparer les Parties pour la CdP et à faire progresser les MdE et plans d'action existants, proposés dans la région. Le Pérou avait offert d'accueillir la réunion.

158. Francisco Rilla a confirmé que la majorité des amendements proposés par le R-U au nouveau formulaire de rapports nationaux avaient été acceptés étant donné qu'ils étaient pour la plupart de nature linguistique plutôt que structurelle.

159. Mahamat Idriss (Tchad) a confirmé qu'une réunion sur les antilopes sahélo-sahariennes était envisagée et que le Tchad en prendrait la tête parmi les 14 Etats de l'aire de répartition. Une aide du Secrétariat serait nécessaire et Mahamat Idriss avait entrepris de se mettre en rapport avec le secrétaire exécutif adjoint.

160. Christiane Paulus (Allemagne) a demandé quelle contribution le Secrétariat se proposait de faire à la prochaine CdP de la CDB à Bonn et si une aide concernant l'organisation de la réunion pouvait être offerte. Le secrétaire exécutif a suggéré qu'une réunion du Groupe de liaison sur la biodiversité soit organisée en profitant de la présence des principaux acteurs. Des questions de nature politique et stratégique pourraient être développées, telles que l'intégration de plans d'action sur des espèces migratrices dans des programmes nationaux sur la biodiversité. La fourniture d'une aide en personnel alors que le Secrétariat avait des postes clés vacants et sa propre CdP à préparer serait difficile. Des objectifs relatifs à la biodiversité plus ambitieux pour 2010 figureraient à l'ordre du jour proprement dit et un certain nombre de thèmes seraient abordés en tant qu'événements secondaires.

161. Après les marques de remerciement habituelles aux interprètes et à la présidence, au gouvernement hôte et au Secrétariat, le président a déclaré close la réunion.

# ANNEXES

**Rapport de la 32<sup>ème</sup> réunion du Comité permanent de la CMS**  
*Bonn, 8-9 novembre 2007*

CMS/StC32/Inf.5/Rev.4

**LISTE DES PARTICIPANTS****AUSTRALIE (Président)**

Mr. Andrew McNee  
 Assistant Secretary, Marine Biodiversity Division  
 Department of the Environment and Water  
 Resources  
 GPO Box 787  
 Canberra ACT 2601  
 AUSTRALIA  
 Tel: +61 2 6274 1897  
 Fax: +61 2 6274 2850  
 E-mail: Andrew.McNee@environment.gov.au

**ASIE (Arabie Saoudite)**

Mr. Mohammad Saud Sulayem  
 Advisor on International Cooperation  
 National Commission for Wildlife Conservation  
 and Development (NCWCD)  
 P. O. Box 61681  
 Riyadh, 11575  
 Saudi Arabia  
 Tel. & Fax: 00 966 1 4418413  
 Mobile: 00 966 506467787  
 E-mail: [msulayem2@yahoo.com](mailto:msulayem2@yahoo.com)

**MEMBRES****AFRIQUE (Tchad)**

Mr Mahamat Hassane Idriss  
 CMS Focal Point/ StC and ScC member  
 Direction de la Faune et des Aires protégées  
 Ministère de l'Environnement, de la qualité de vie et des  
 Parcs Nationaux  
 BP 905  
 N'Djamena  
 TCHAD  
 Tel: +235 6 219340/ 9551126  
 Fax: +235 2 522947  
 Email: [mhi1962@yahoo.fr](mailto:mhi1962@yahoo.fr); mhthassan@hotmail.com

**EUROPE (Ukraine)**

Dr Volodymyr Domashlinets  
 Head of Fauna Conservation Division  
 Ministry of Environmental Protection of Ukraine  
 Urytskogo str., 35  
 03035 Kyiv 35  
 UKRAINE  
 Tel: + 38 044 2063127  
 Fax: + 38 044 2063134  
 E-mail: vdomashlinets@yahoo.com

**AMERIQUE/CARAIBES (Perou)**

Mr Isaac Roberto Angeles Lazo  
 Jefe  
 Instituto Nacional de Recursos Naturales (INRENA)  
 Calle Diecisiete n° 355  
 Urbanización El Palomar, San Isidro  
 Apartado Postal 4452  
 Lima  
 PERU  
 Tel: +51 1 2251057  
 Fax: +51 1 2243218  
 Email: [iangeles@inrena.gob.pe](mailto:iangeles@inrena.gob.pe)

**EUROPE (Royaume-Uni)**

Mrs Hilary Thompson  
 Deputy Director  
 Head of Wildlife Species Conservation Division  
 Department of the Environment Food and Rural Affairs  
 (DEFRA)  
 1<sup>st</sup> Floor, Temple Quay House  
 Temple Quay  
 Bristol, BS1 6EB  
 UK  
 Tel: +44 117 372 8233  
 Fax: +44 117 372 8688  
 Email: [Hilary.thompson@defra.gsi.gov.uk](mailto:Hilary.thompson@defra.gsi.gov.uk)

Mr. Trevor Salmon  
Head of CITES and Species Policy team  
Department of the Environment Food and Rural  
Affairs (DEFRA)  
1<sup>st</sup> Floor, Temple Quay House  
Temple Quay  
Bristol, BS1 6EB  
UK  
Tel: +44 117 372 8384  
Tel: + 51 1 2251057  
Fax: +51 1 2243218  
E-mail: [trevor.salmon@defra.gsi.gov.uk](mailto:trevor.salmon@defra.gsi.gov.uk)

### **OCEANIE (Australie)**

Ms Cheryle Hislop  
Acting Assistant Director, Marine Biodiversity  
Division  
Department of the Environment and Water  
Resources  
GPO Box 787  
Canberra ACT 2601  
AUSTRALIA  
Tel: +61 2 6274 2168  
Fax: +61 2 6274 2268  
E-mail: [Cheryle.Hislop@environment.gov.au](mailto:Cheryle.Hislop@environment.gov.au)

### **ALLEMAGNE (Depositaire)**

Dr. Christiane Paulus  
Head of Division (AG NIU-P)  
International Nature Conservation  
Federal Ministry of Environment (BMU)  
Robert-Schuman-Platz 3  
D-53175 Bonn  
GERMANY  
Tel: +49 228 99 3052630  
Fax: + 49 228 99 052684  
E-mail: [christiane.paulus@bmu.bund.d](mailto:christiane.paulus@bmu.bund.d)

Mr. Edward Ragusch  
AG NIU-P  
International Nature Conservation  
Federal Ministry of Environment (BMU)  
Robert-Schuman-Platz 3  
D-53175 Bonn  
Germany  
Tel: +49 228 99 3052663  
Fax : +49 228 99 3052684  
E-Mail: [edward.ragusch@bmu.bund.de](mailto:edward.ragusch@bmu.bund.de)

## OBSERVERS

### FRANCE

Ms Véronique Herrenschmidt  
Point focal CMS/ Conseil scientifique  
Ministère de l'Ecologie et du Développement  
Durable  
Direction de la Nature et des Paysages  
Responsable des affaires internationales  
20, avenue de Ségur  
75302 Paris 07 SP  
France  
Tel : (+33 1) 42 19 19 48  
Fax : (+33 1) 42 19 19 06  
Email :  
[veronique.herrenschmidt@ecologie.gouv.fr](mailto:veronique.herrenschmidt@ecologie.gouv.fr)

### PAYS-BAS

Mr . Martin Lok  
Co-ordinator International Nature Policies  
Ministry of Agriculture, Nature and Food Quality  
Nature Directorate  
P.O. Box 20401  
2500 EK Den Haag  
Netherlands  
Tel : +31 70 378 5215  
Fax : +31 70 378 6146  
Email : [m.c.lok@minlnv.nl](mailto:m.c.lok@minlnv.nl)

### FEDERATION RUSSE

Mr. Vladimir Lenev  
Counsellor  
Department of International Organisation  
Ministry of Foreign Affairs of the Russian  
Federation  
32/34, Smolenskaya-Sennaya  
Moscow 119200  
Russian Federation  
Tel : +7 495 2444696  
Fax : +7 495 2442401  
Email : [vladimirlenev@mail.ru](mailto:vladimirlenev@mail.ru)

### CMS Président Conseil Scientifique

Mr. John Hyelakuma Mshelbwala  
CMS Scientific Council Chair  
Assistant Director  
Wildlife Management  
Federal Ministry of Environment, Housing and  
Urban Development  
Plot 293/294  
Augustus Aikhomu Way  
Utako District  
P.M.B. 468  
Abuja  
NIGERIA  
Tel : +234 803 328 7039  
Mobile : +234 7027856096  
Fax : +234 9 523 4041  
Email : [johnmshelbwala2@yahoo.com](mailto:johnmshelbwala2@yahoo.com)

### CMS Vice-Président Conseil Scientifique

Mr. Pierre Devillers  
CMS Scientific Council Vice-Chair  
Institut Royal des Sciences Naturelles de Belgique  
Email : [pierre.devillers@naturalsciences.be](mailto:pierre.devillers@naturalsciences.be)

### BIRDLIFE INTERNATIONAL

Mr. John O'Sullivan  
International Treaties Advisor  
BirdLife International  
C/o RSPB  
The Lodge, Sandy  
Beds. SG19 2DL  
UK  
Tel : +44 1767 680551  
Fax : +44 1767 683211  
Email : [john.osullivan@rspb.org.uk](mailto:john.osullivan@rspb.org.uk)

### IFAW

Mr. Hemmo Muntingh  
Senior Policy Advisor  
International Fund for Animal Welfare  
Boulevard Charlemagne 1 (Bte 72)  
1041 Brussels  
Belgium  
Tel : +32 2 2309717  
Fax : +32 2 2310402  
Email : [hmuntingh@ifaw.org](mailto:hmuntingh@ifaw.org)



## **PNUE**

Ms Ivonne Higuero  
UNEP Coordinator for the PEBLDS Joint  
Secretariat  
UNEP Regional Office for Europe  
15 Chemin des Anémones  
1219 Châtelaine, Geneva  
Switzerland  
Tel : +41 22 917 8771  
Fax : +41 22 797 3420  
Email : [ivonne.higuero@unep.ch](mailto:ivonne.higuero@unep.ch)

## **PNUE-WCMC**

Dr. Gerardo Fragoso  
Head – Species Programme  
UNEP-WCMC  
219c Huntingdon Road  
Cambridge CB3 0DL  
UK  
Tel : +44 1 223 277 314 / 251  
Fax : (+44 1 223 277 136  
Email : [gerardo.fragoso@unep-wcmc.org](mailto:gerardo.fragoso@unep-wcmc.org)

## **WAZA**

Dr. Peter Dollinger  
Executive Director  
WAZA – The World Association of Zoos and  
Aquariums  
Postfach 23  
CH-3097 Liebefeld-Bern  
Switzerland  
Tel : +41 31 3002030  
Fax : +41 31 3002031  
Email : [waza.director@bluewin.ch](mailto:waza.director@bluewin.ch)

## **WDCS**

Ms Alison Wood  
Policy Manager  
Whale and Dolphin Conservation Society  
(WDCS), Brookfield House  
38 St Paul Street  
Chippenham, Wiltshire  
SN15 1LY  
UK  
Tel : +44 1249 449524  
Fax : +44 1249 449501  
Email : [alison.wood@wdcs.org](mailto:alison.wood@wdcs.org)

## **Accords CMS**

### **PNUE/AEWA**

Mr. Bert Lenten  
Executive Secretary  
UN Campus  
Hermann-Ehlers-Str. 10  
53113 Bonn  
GERMANY  
Tel: +49 228 8152414  
Fax: +49 228 8152450  
Email: [blenten@unep.de](mailto:blenten@unep.de)

Mr. Sergey Dereliev  
Technical Officer  
UN Campus  
Hermann-Ehlers-Str. 10  
53113 Bonn  
GERMANY  
Tel: +49 228 8152415  
Fax: +49 228 8152450  
Email: [sdereliev@unep.de](mailto:sdereliev@unep.de)

Mr. Florian Keil  
Information Officer  
UN Campus  
Hermann-Ehlers-Str. 10  
53113 Bonn  
GERMANY  
Tel: +49 228 8152451  
Fax: +49 228 8152450  
Email: [fkeil@unep.de](mailto:fkeil@unep.de)

### **PNUE/CMS/ASCOBANS**

Ms Heidrun Frisch  
CMS/ASCOBANS Coordinator  
UN Campus  
Hermann-Ehlers-Str. 10  
53113 Bonn  
GERMANY  
Tel: +49 228 8152418  
Fax: +49 228 8152440  
Email: [h.frisch@ascobans.org](mailto:h.frisch@ascobans.org)

## **PNUE/EUROBATS**

Mr. Andreas Streit  
Executive Secretary  
UN Campus  
Hermann-Ehlers-Str. 10  
53113 Bonn  
GERMANY  
Tel: +49 228 815 2420  
Fax: +49 228 815 2445  
Email: [astreit@eurobats.org](mailto:astreit@eurobats.org)

### **Personnel CMS**

Mr. Robert Hepworth, Executive Secretary

Mr. Moulay Lahcen El Kabiri, Deputy Executive Secretary

Dr. John Hilborn, Acting Agreements Officer

Dr. Marco Barbieri, Scientific and Technical Support Officer

Dr. Francisco Rilla Manta, Information and Capacity Building Officer

Dr. Margi Prideaux, Marine Policy Adviser

Ms. Veronika Lenarz, Senior Public Information Assistant

Mr. Liam Addis, Gorillas Agreement

Ms. Rebecca Lee, Avian Influenza Coordinator

Ms. Anne Devillers, Special Assistant

Mr. Robert Vagg, Report writer

**Rapport de la 32<sup>ème</sup> réunion dComité permanent de la CMS**  
*Bonn, 8-9 novembre 2007*

CMS/StC32/1/Rev.2

**ORDRE DU JOUR PROVISOIRE**

- 1) Remarques d'ouverture et présentations
- 2) Adoption de/des
  - (a) règles de procédure
  - (b) Election du Président et Vice-Président tel que nécessaire
  - (c) l'ordre du jour et le calendrier
- 3) Adoption du rapport de la 31<sup>ème</sup> réunion
- 4) Rapport du Secrétariat sur les activités clefs de l'intersession depuis novembre 2005
  - (b) Nouveaux Accords
  - (c) Réunions
  - (d) Activités
- 5) Plan stratégique de la CMS 2006-2011
  - (a) Evaluation du Plan de travail 2006
  - (b) Progrès dans le Plan de travail 2007
  - (c) Plan stratégique de la CMS (Rés. 8.2 & Rés. 8.5): intégration des Accords
- 6) Rapports des membres du Comité Permanent et des Observateurs
- 7) CMS & la Gouvernance de l'environnement
- 8) Ressources
  - (a) Ressources humaines et organisation: Vers un remodelage de la CMS
  - (b) Fusion du Secrétariat CMS et d'ASCOBANS: progrès
  - (c) Statut du budget des fonds 2006-8
  - (d) Etat de l'amélioration des fonds
  - (e) Scénarios pour 2009-11
- 9) Suivi des décisions du 31<sup>ème</sup> Comité permanent et de la CdP8
  - (a) Revue des recommandations du 14<sup>ème</sup> Comité scientifique comprenant les petits projets de la CMS
  - (b) Rapports nationaux sur le système de gestion d'information et questions d'informatique (Res. 8.9, 8.10 & 8.24)
  - (c) Accords de l'Article IV (Res 8.5), y compris la future stratégie
  - (d) Progrès sur les antilopes sahélo-sahariennes depuis la 31<sup>ème</sup> réunion (CP31)
  - (e) Rapport du statut sur les couloirs de migration aérienne (CP31)
  - (f) Effets négatifs des activités humaines sur les cétacés (Res. 8.22, CP31)
  - (g) Espèces migratrices et Grippe aviaire (Res. 8.27)
- 10) Ordre du jour provisoire de la 9<sup>ème</sup> Conférence des Parties
- 11) Date et lieu de la 33<sup>ème</sup> réunion
- 12) Autres questions et clôture

**Rapport de la 32<sup>ème</sup> réunion dComité permanent de la CMS**  
*Bonn, 8-9 novembre*

CMS/StC32/2/Rev.1

**CALENDRIER PROVISOIRE****Mercredi 7 novembre 2007**

Toute la journée                      Les délégués arrivent à Bonn

**Jeudi 8 novembre 2007\***Matin

8:30                      Enregistrements (Les délégués sont priés de prendre leur badge.)

9:00 – 12:30

1. Remarques liminaires et introductions
2. Adoption :
  - 2.a du règlement intérieur
  - 2.b de l'élection du président et du vice-président, si nécessaire
  - 2.c de l'ordre du jour et du calendrier

3. Adoption du rapport de la 31<sup>ème</sup> réunion

## Rapport du Secrétariat

4. Rapport du Secrétariat sur les activités clés entre les sessions depuis septembre 2006 y compris les nouveaux Accords, les nouvelles réunions et autres activités

9. Suivi des décisions en suspend de StC31 et de Cdp8

9.g Espèces migratrices et grippe aviaire (Rés. 8.27)

4. Rapport du Secrétariat sur les activités clés entre les sessions depuis septembre 2006 (suite)

Année du Dauphin

5. Plan stratégique de la CMS 2006-2011

5.a. Evaluation du Plan de travail 2006

5.b. Progrès concernant le Plan de travail 2007

6. Rapports des membres et des observateurs du Comité permanent

6.a Rapports des membres pour les 5 régions de la CMS

6.b Rapport du pays hôte et du dépositaire

6.c Rapport du président du Comité scientifique

6.d Rapports des partenaires du PNUE et de la CMS

7. La CMS & la gouvernance environnementale

12:30 – 15:00 Pose déjeuner (y compris excursion)

Après-midi


---

\* NB: A coffee or other break is foreseen in all morning and afternoon sessions.

15:00 – 18:30 Accords :

- 6.e Rapports des Accords de la CMS (y compris WOW)
- 5.c Plan stratégique de la CMS (Rés. 8.2 & Rés. 8.5) : Rapport sur les progrès accomplis
- 9.c Accords de l' Article IV (Rés. 8.5) y compris la future stratégie
- 8. Ressources :
  - 8.b. Fusion du Secrétariat de la CMS et d' ASCOBANS : progrès
  - 8.c Etat du Fonds d'affectation spéciale de la CMS 2006-8
  - 8.d Collecte de fonds (y compris Amis de la CMS)
  - 8.a Effectifs et organisation du Secrétariat : Vers la future structure de la CMS

## **Vendredi 9 novembre 2007**

### Matin

9:30 – 12:30

- 8. Ressources suite (session privée : Gouvernements, Secrétariat de la CMS & PNUE)
  - 8.e Scénarios 2009-11
- 9. Suivi des décisions en suspend de StC31 et de CdP8
  - 9.a. Examen des recommandations de ScC14 y compris les projets impliquant de petites subventions
  - 9.b. Système de gestion de l'information des rapports nationaux et questions IT (Rés. 8.9, 8.10 & 8.24)
  - 9.d. Progrès concernant les antilopes sahélo-sahariennes depuis StC31
  - 9.e Rapports sur les itinéraires aériens (StC31)

12:30 – 14:00 Pose déjeuner

### Après-midi

14:00 – 16:30

- 9.e Rapport sur les itinéraires aériens (StC31) (suite)
- 9.f Impacts humains nuisibles envers les cétacés (Rés. 8.22, StC31)
- 10. Projet d'ordre du jour de CdP9
- 11. Dates et lieu de la 33ème réunion
- 12. Questions diverses et clôture

**Rapport de la 32<sup>ème</sup> réunion dComité permanent de la CMS**  
*Bonn, 8-9 novembre 2008*

---

CALENDRIER PROVISOIRE DU VENDREDI

**Vendredi 9 novembre 2007**

Matin

9:00 – 12:30

8. Ressources suite (session privée : Gouvernements, Secrétariat de la CMS & PNUE)
  - 8.a Effectifs et organisation du Secrétariat : Vers la future structure de la CMS
  - 8.e Scénarios 2009-11
- Accords :
  - 5.c Plan stratégique de la CMS (Rés. 8.2 & Rés. 8.5) : Rapport sur les progrès accomplis
  - 9.c Accords de l'Article IV (Rés. 8.5) y compris la future stratégie
8. Ressources :
  - 6.e Rapports des Accords de la CMS (ASCOBANS)
  - 8.b Fusion du Secrétariat de la CMS et d'ASCOBANS : progrès
  - 8.c Etat du Fonds d'affectation spéciale de la CMS 2006-8
  - 8.d Collecte de fonds (y compris Amis de la CMS)
9. Suivi des décisions en suspend de StC31 et de CdP8
  - 9.a Examen des recommandations de ScC14 y compris les projets impliquant de petites subventions
  - 9.b Système de rapports nationaux de gestion de l'information et questions IT (Rés. 8.9, 8.10 & 8.24)
  - 9.d. Progrès concernant les antilopes sahélo-sahariennes depuis StC31
  - 9.e Rapport sur l'état de l'itinéraire aérien (StC31)

12:30 – 14:00 Pose déjeuner

Après-midi

14:00 – 16:30

- 9.e Rapport sur l'état des itinéraires aériens (StC31) (suite)
- 9.f Impacts humains nuisibles envers les cétacés (Rés. 8.22, StC31)
10. Projet d'ordre du jour de CdP9
11. Dates et lieu de la 33<sup>ème</sup> réunion
12. Questions diverses et clôture